

RAPPROCHER L'INSTITUTION MILITAIRE DU CITOYEN

**LANCEMENT DES PORTES OUVERTES SUR
L'ACADÉMIE MILITAIRE DE CHERCHELL
"PRÉSIDENT DÉFUNT HOUARI BOUMEDIENE"**

Les portes ouvertes annuelles sur l'Académie militaire de Cherchell "Président défunt Houari Boumediene" ont été lancées, lundi, dans le cadre de la stratégie visant à rapprocher l'institution militaire du citoyen et à renforcer continuellement les liens entre le peuple et son armée.



P.12

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Mardi 6 Safar 1448 - 21 Juillet 2026 - N° 1349 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

EXTRÊME TENSION AU MOYEN-ORIENT

**PEZESHKIAN
AFFIRME QUE L'IRAN
FAIT FACE À UNE
«GUERRE TOTALE»
MENÉE PAR LES
ÉTATS-UNIS**



Le président iranien Massoud Pezeshkian a affirmé lundi que son pays était confronté à une "guerre totale" contre les États-Unis, insistant sur la nécessité de préserver la stabilité économique dans un contexte de conflit

P.7

MOBILISATION FACE AUX FEUX DE FORÊT

**LE MINISTÈRE DE LA
SOLIDARITÉ RENFORCE
LA PRISE EN CHARGE DES
FAMILLES SINISTRÉES**

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a mobilisé tous les moyens nécessaires afin d'assurer la prise en charge des familles touchées par les différents incendies déclarés dans les wilayas du nord du pays.

P.2

VISITE DU PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT D'ESPAGNE,
M.PEDRO SANCHEZ, EN ALGÉRIE

UNE ÉTAPE IMPORTANTE DANS LE RENFORCEMENT DES RELATIONS BILATÉRALES



P.3

La visite de travail et d'amitié effectuée lundi en Algérie par le président du Gouvernement d'Espagne, M. Pedro Sanchez, a marqué une étape importante dans le renforcement des relations bilatérales, dans toutes leurs dimensions.

BANQUE D'ALGÉRIE

FACILITATION DE LA DÉLIVRANCE DES CARTES DE PAIEMENT AUX BÉNÉFICIAIRES DU DROIT DE CHANGE

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Mohammed Lamine Lebbou, a instruit, lors d'une réunion tenue lundi au siège de la Banque centrale, les responsables des banques de prendre les mesures nécessaires afin de faciliter la délivrance des cartes de paiement internationales au profit des citoyens souhaitant bénéficier du droit de change destiné aux voyages à l'étranger, indique un communiqué de la Banque.

P.4

MOBILISATION FACE AUX FEUX DE FORÊT DANS LES WILAYAS DU NORD

LE MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ RENFORCE LA PRISE EN CHARGE DES FAMILLES SINISTRÉES

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a mobilisé tous les moyens nécessaires afin d'assurer la prise en charge des familles touchées par les différents incendies déclarés dans les wilayas du nord du pays.

Par Malika Azeb

Parmi les moyens déployés par le ministère de la Solidarité, à travers l'Agence de développement social (ADS), en coordination avec les autorités locales des wilayas touchées par cette vague d'incendies, figure la mise en place de cellules de proximité chargées du suivi de la situation.

Dans un communiqué, le ministère précise que « conformément aux instructions de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, relatives à la mobilisation des moyens humains et logistiques nécessaires en soutien aux efforts de l'État face aux feux de forêt ayant affecté plusieurs wilayas du pays, le ministère a engagé, via l'ADS, l'ensemble des cellules de proximité de solidarité, composées de cadres multidisciplinaires, afin d'intervenir sur le terrain et d'assurer la prise en charge psychosociale des citoyens touchés ».

La même source ajoute que « ces équipes ont entamé leurs interventions sur le terrain en coordina-



tion avec les autorités locales, en participant, aux côtés des différents services concernés, à l'inspection des zones sinistrées, à l'évaluation des dégâts et des pertes, au recensement des besoins sociaux urgents, ainsi qu'à l'accompagnement des familles et des citoyens sinistrés, en mettant à profit leur expertise en matière de prise en charge psychologique primaire lors des catastrophes ».

Des instructions ont été données

aux cellules de proximité afin d'assurer un soutien et une prise en charge psychologique des familles touchées par les incendies, de les accompagner à travers des aides en nature en cas de besoin. Elles sont également chargées d'assurer l'accompagnement et le soutien psychosocial des citoyens évacués à titre préventif, ainsi que de réaliser des enquêtes sociales auprès des familles sinistrées afin de recenser leurs besoins en vue d'une prise en

charge efficace et rapide.

Les cellules de crise ont également été instruites de « contribuer au recensement et à l'orientation des familles et des agriculteurs sinistrés, en prévision de l'évaluation des dégâts et de leur prise en charge, tout en poursuivant l'inventaire des cas sociaux affectés pour les prendre en charge dans le cadre des dispositifs d'aide sociale, et ce, en coordination avec les autorités locales et le tissu associatif ».

Le suivi de ces interventions « s'effectue quotidiennement au niveau central », par le biais de la cellule de suivi installée au sein de l'ADS, laquelle établit des rapports réguliers « garantissant un suivi en temps réel de l'évolution de la situation sur le terrain, le renforcement de la coordination et la prise des mesures nécessaires selon les exigences de la situation ».

L'intervention des cellules de proximité a couvert plusieurs zones relevant des wilayas de Guelma, Sétif, Annaba, Skikda et Bouira, où leurs équipes demeurent « en état de mobilisation permanente ».

M.A

FEUX DE FORÊT

LE CRA MOBILISE TOUS SES MOYENS HUMAINS ET LOGISTIQUES POUR SOUTENIR LES OPÉRATIONS D'EXTINCTION

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a mobilisé l'ensemble de ses moyens humains et logistiques, afin de soutenir les efforts nationaux visant à contenir les feux de forêt qui touchent plusieurs wilayas du pays, indique lundi un communiqué.

Face aux incendies enregistrés dans plusieurs régions, les comités de wilaya du CRA ont mobilisé leurs équipes de terrain, leurs bénévoles ainsi que leurs moyens logistiques pour appuyer les opérations de lutte contre les feux, dans le cadre de leur rôle de "partenaire d'appui aux autorités publiques", précise la même source.

Les interventions menées sur le terrain comprennent notamment la "distribution d'importantes quantités d'eau potable,

de denrées alimentaires et de repas prêts à consommer, ainsi que la mise à disposition de couvertures, de matelas et de produits de première nécessité". Il s'agit également de dispense de premiers secours et d'accompagnement et de soutien aux familles affectées par les incendies.

Le CRA souligne que l'ensemble de ses structures opérationnelles et de ses comités de wilaya demeure en état d'alerte, en poursuivant les interventions et le suivi sur le terrain, et en maintenant la mobilisation de tous les moyens disponibles, conclut le communiqué.

RA

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

SORTIE DE LA PREMIÈRE PROMOTION DE TITULAIRES DU CES EN DIABÉTOLOGIE

Le ministère de la Santé a organisé une formation au profit des médecins généralistes en vue d'obtenir le certificat d'études spécialisées (CES) en diabétologie, couronnée par la sortie de 52 médecins, marquant ainsi une étape importante dans le développement de la formation médicale spécialisée en Algérie, indique, lundi, un communiqué du ministère.

Cette formation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de qualification et de renforcement des compétences dans le domaine de la formation médicale spécialisée en Algérie, précise la même source.

La première édition, organisée à l'Université des sciences de la santé, a été sanctionnée par la sortie de 52 médecins répartis sur 32 wilayas.

Ces derniers ont bénéficié de l'expérience de 33 professeurs de l'enseignement supérieur, reconnus comme des références nationales dans leurs spécialités, et dont la contribution a permis d'"assurer une formation théorique de haut niveau qui s'appuie sur les données scientifiques les plus récentes et les meilleures pratiques en matière de prise en charge du diabète".

Les médecins ont également suivi des stages pratiques d'une durée de neuf semaines, répartis sur cinq services hospitaliers à Alger,

leur permettant d'"acquérir une vision globale de la prise en charge des patients diabétiques, en conciliant connaissances théoriques et pratique clinique", ajoute le communiqué.

Par ailleurs, cette première édition a vu le développement d'une application web adaptative, accessible depuis un ordinateur ou un smartphone, laquelle constitue un outil opérationnel au service de la pratique clinique et de la recherche scientifique. Elle permet d'"unifier la collecte des données des patients, d'assurer leur consultation et leur suivi en temps réel, ainsi que d'analyser les données recueillies afin de produire des résultats scientifiques exploitables", souligne la même source.

Les résultats de cette première édition "ouvrent des perspectives prometteuses pour le renouvellement et le développement de cette formation, selon une organisation plus performante et plus ambitieuse, contribuant ainsi au renforcement des compétences nationales dans le domaine de la prise en charge du diabète", note le communiqué.

RA

FISCALITÉ

PROROGATION DES DÉLAIS DE DÉPÔT DES DÉCLARATIONS FISCALES JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé la prorogation des délais de souscription et de dépôt de plusieurs déclarations fiscales concernant les contribuables soumis au régime du bénéfice réel et au régime de l'impôt forfaitaire unique (IFU), pour leur permettre de s'acquitter de leurs obligations fiscales dans les meilleures conditions, indique, dimanche, un communiqué de la DGI.

Cette mesure concerne les contribuables relevant de la Direction des grandes entreprises, des centres des impôts, des centres de proximité des impôts et des

inspections des impôts, précise la même source.

Le délai de dépôt de la déclaration "G50" relative au mois de juin a été prorogé jusqu'au jeudi 30 juillet 2026, délai également accordé pour le dépôt de la déclaration "G50" comportant le paiement du solde de liquidation de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) et de l'impôt sur le revenu global (IRG), catégorie des bénéfices industriels et commerciaux, ajoute la même source.

Le délai de dépôt de la déclaration annuelle des revenus (G1) a été prorogé jusqu'au jeudi 13 août 2026,

tandis que le délai de dépôt de la déclaration prévisionnelle de l'IFU (G12) a été prorogé jusqu'au mercredi 30 septembre 2026, précise la Direction.

Cette prorogation s'inscrit dans le cadre de la facilitation de l'accomplissement, par les contribuables, de leurs obligations fiscales, afin de leur permettre d'achever les procédures de déclaration et de dépôt dans les meilleures conditions, selon la DGI.

RI

VISITE DU PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT D'ESPAGNE, M.PEDRO SANCHEZ, EN ALGÉRIE

UNE ÉTAPE IMPORTANTE DANS LE RENFORCEMENT DES RELATIONS BILATÉRALES

La visite de travail et d'amitié effectuée lundi en Algérie par le président du Gouvernement d'Espagne, M. Pedro Sanchez, a marqué une étape importante dans le renforcement des relations bilatérales, dans toutes leurs dimensions.

Lors de cette visite, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réservé un accueil officiel à l'invité de l'Algérie au siège de la Présidence de la République, avant de tenir un entretien en tête-à-tête, élargi, par la suite, aux délégations des deux pays.

Dans une déclaration conjointe à l'issue de ces entretiens, le président de la République a affirmé que la visite du président du Gouvernement espagnol en Algérie "témoigne de la volonté politique des deux pays amis de promouvoir leur partenariat bilatéral, porteurs d'avantages avérés".

Il a souligné, à ce titre, qu'il s'agissait d'"une étape cruciale et majeure pour la préparation de la 8e session de la réunion de haut niveau algéro-espagnole, prévue en automne prochain".

Par ailleurs, le président de la République a salué l'adhésion des autorités espagnoles à la démarche de l'Algérie pour récupérer les fonds détournés, soulignant les "résultats satisfaisants" obtenus dans ce dossier qui s'inscrit "parmi les priorités".

Le président de la République a tenu à féliciter le gouvernement et le peuple espagnols pour le sacre "mérité" de leur sélection nationale de football, qui a remporté dimanche la Coupe du monde 2026 contre l'Argentine, décrochant, ainsi, sa deuxième étoile. "Je pense que la victoire était pleinement méritée, au regard du niveau atteint par l'élite sportive espagnole", a ajouté le président de la République,



et qui a partagé la joie de ce titre mondial avec le président du Gouvernement espagnol, lors d'un déjeuner offert en l'honneur de la délégation espagnole.

De son côté, le président du Gouvernement d'Espagne a présenté ses sincères condoléances pour les victimes de l'incendie survenu à l'établissement de l'enfance assistée de Mohammadia à Alger.

Par ailleurs, M. Sanchez a réaffirmé que son pays considère l'Algérie comme un "partenaire stratégique et un pays ami", mettant

en avant la volonté des deux pays d'édifier d'excellentes relations dans le cadre d'une "nouvelle étape" de leur coopération bilatérale.

M. Sanchez a souligné que sa visite de travail et d'amitié effectuée en Algérie, symbolise la "ferme volonté d'approfondir cette amitié et d'élargir la coopération bilatérale orientée vers l'avenir", relevant que les deux pays sont liés par "un traité d'amitié et de bon voisinage" et que "le renforcement du dialogue politique est la base sur laquelle tout se

construit". A cet égard, il a indiqué que les délégations des deux pays travaillent d'ores et déjà à faire de la 8e réunion de haut niveau un "véritable succès", permettant de "poser les jalons nécessaires" au renforcement de la coopération dans les domaines de la sécurité, de la lutte contre la migration irrégulière et des échanges culturels.

En marge de cette visite, le président de la République a également reçu, au siège de la Présidence, des chefs d'entreprises espagnoles activant dans divers secteurs. La rencontre a permis d'évoquer le renforcement des perspectives de partenariat entre les entreprises algériennes et leurs homologues espagnoles, lesquels ont manifesté leur intérêt pour les opportunités d'investissement prometteuses offertes en Algérie.

Par ailleurs, des rencontres ont eu lieu entre les membres des gouvernements des deux pays. A cette occasion, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, s'est entretenu avec son homologue espagnol, M. José Manuel Albares, tandis que le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, a eu des entretiens avec la troisième vice-présidente du gouvernement et ministre de la Transition écologique et du Défi démographique, Mme Sara Aagesen Munoz.

RA

DÉMARCHE DE L'ALGÉRIE POUR RÉCUPÉRER LES FONDS DÉTOURNÉS

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SALUE L'ADHÉSION DES AUTORITÉS ESPAGNOLES

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a salué, lundi à Alger, l'adhésion des autorités espagnoles à la démarche de l'Algérie pour récupérer les fonds détournés, soulignant les "résultats satisfaisants" obtenus dans ce dossier qui s'inscrit "parmi les priorités".

"Nous avons évoqué à cette occasion, au cours d'un entretien franc, les différents aspects de la coopération dans plusieurs domaines, notamment l'énergie, les énergies renouvelables, la promotion des échanges commerciaux, l'encouragement de l'investissement, la relance de la coopération en matière de sécurité, ainsi que la coopération judiciaire et consulaire", a indiqué le président de la République dans une déclaration conjointe à la presse avec le président du Gouvernement d'Espagne, M. Pedro Sanchez, à l'issue de leurs entretiens tenus au siège de la Présidence de la République.

Dans ce cadre, le président de la République a exprimé le souhait de "renforcer cette coopération, notamment dans les questions liées à la lutte contre la corruption et à la récupération des revenus criminels, à travers

l'accélération du traitement des mandes d'entraide judiciaire".

Et d'ajouter: "Etant donné que ce dossier constitue l'une de nos priorités, nous attendons de vous, Monsieur le président du Gouvernement, une réponse favorable à nos demandes et la poursuite de la coopération en cours dans le traitement des dossiers judiciaires".

Le président de la République a également saisi cette occasion pour remercier les autorités espagnoles "pour leur adhésion positive à notre démarche afin de récupérer les fonds détournés et d'obtenir des résultats satisfaisants à cet égard". Il a également indiqué que les entretiens qu'il a eus avec M. Sanchez ont permis de passer en revue "les idées à même d'assurer une coordination en matière de lutte contre la migration irrégulière, de traite des êtres humains et de criminalité transfrontalière organisée", ainsi que d'examiner "les moyens de faciliter la mobilité des personnes".

Par ailleurs, le président de la République s'est dit satisfait du partenariat établi dans le domaine de l'énergie, qui témoigne de "notre attachement à notre engagement à l'égard de la sécurité énergétique de

nos partenaires européens". "Nous aspirons à une coopération plus large et plus approfondie dans le domaine des énergies renouvelables, au regard des immenses potentialités dont dispose l'Algérie, faisant d'elle un acteur clé dans le processus de transition énergétique dans l'espace euro-méditerranéen", a-t-il poursuivi.

Le président de la République a, en outre, indiqué avoir évoqué avec le président du Gouvernement d'Espagne, la coopération dans les domaines scientifique, technologique, culturel et humanitaire, déclarant à ce propos: "Nous avons exprimé une volonté commune de dynamiser les mécanismes de coopération existants et de les renforcer par d'autres dans ces domaines". Dans ce contexte, le président de la République a exprimé sa "grande satisfaction à l'issue des entretiens fructueux, au moment où les relations privilégiées unissant nos deux pays connaissent une dynamique croissante,

illustrée aujourd'hui par cette visite qui représente une étape cruciale et majeure pour la préparation de la 8e session de la réunion de haut niveau algéro-espagnole, prévue en octobre prochain".

Le président de la République a précisé que la visite de travail et d'amitié effectuée par M. Sanchez en Algérie, témoigne de "la volonté politique de donner l'élan nécessaire au partenariat algéro-espagnol, porteur d'avantages avérés pour les deux pays amis". Et d'ajouter que: "le nouveau souffle qui caractérise aujourd'hui nos relations s'inscrit dans le cadre d'une dynamique encourageante en faveur de l'élargissement et de l'intensification de la coopération sectorielle, tout en étant un stimulant pour les hommes d'affaires et les opérateurs économiques".

Après avoir relevé que cette visite est à même d'ouvrir "de nouvelles perspectives pour le renforcement des partenariats et la valorisation des opportunités d'investissement mutuellement bénéfiques", le président de la République a exprimé le souhait que "l'Espagne, de par sa position au sein de l'Union européenne, joue un rôle positif en faveur d'un meilleur équilibre dans les relations économiques entre l'Algérie et l'UE et contribue à la relance du Conseil d'association Algérie-UE, qui ne s'est pas réuni depuis 2020".

RA

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT DES CHEFS D'ENTREPRISES ESPAGNOLES

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi au siège de la Présidence de la République, des chefs d'entreprises espagnoles activant dans plusieurs secteurs.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la visite de travail et d'amitié effectuée par le président du Gouvernement d'Espagne, M. Pedro Sanchez, en Algérie.

La rencontre s'est déroulée en présence du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, du ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, du ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab et de l'ambassadeur d'Algérie auprès du Royaume d'Espagne, M. Abdelfettah Daghmoum.

Elle a permis d'évoquer le renforcement

des perspectives de partenariat entre les entreprises algériennes et leurs homologues espagnoles.

A cette occasion, les chefs d'entreprises espagnoles ont manifesté leur intérêt pour les opportunités d'investissement prometteuses offertes en Algérie.

RA

MINES ET INDUSTRIE MINIÈRE

MISE EN SERVICE D'UNE UNITÉ DE VALORISATION DE LA CÉLESTINE À BEJAIA

Karima Bakir Tafer, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Mines et de l'Industrie minière, chargée des Mines, a procédé, lundi, à Beni Mansour, dans la wilaya de Bejaïa, à l'inauguration d'une unité dédiée à la fabrication et à la valorisation de la célestine.

Par Youcef Hamidi

Lors de son discours, la responsable a souligné que ce "considérable investissement industriel minier", porté par le groupe "Frères Zergoun", illustre "l'attention particulière que porte l'Etat au secteur minier, perçu comme l'un des piliers stratégiques nationaux permettant de diversifier l'économie en dehors des hydrocarbures".

Elle a précisé que cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'application des directives du président de la République,

M. Abdelmadjid Tebboune, visant à donner un nouvel élan à l'économie nationale et encourager la production locale, en s'appuyant sur l'accompagnement du secteur privé comme partenaire stratégique et performant, à l'égal du secteur public, dans le but de redynamiser l'activité minière, de favoriser la diversification économique hors hydrocarbures et de diminuer graduellement la dépendance aux importations.

La responsable a par ailleurs rappelé le rôle essentiel de la célestine, minéral stratégique indispensable, employé dans de nombreuses filières de pointe, dont l'électronique, la verrerie et l'industrie chi-

mique. S'agissant des retombées économiques et sociales de ce projet, elle a précisé qu'il participera activement à l'essor de la région en générant 50 postes d'emploi directs, auxquels s'ajouteront de nombreux emplois indirects, contribuant ainsi à la dynamique du développement local.

Selon la même source, cette installation vise une production annuelle de 50.000 tonnes de célestine, appelée à satisfaire la demande nationale tout en ouvrant la voie à des exportations vers les marchés étrangers, un pas de plus vers l'autonomie en minerais stratégiques.

Mme Bakir Tafer a réitéré la volonté de l'Etat d'accompagner les porteurs de projets, à travers les dispositifs incitatifs qu'offrent le nouveau Code minier ainsi que la loi sur l'investissement, citant en exemple le groupe "Frères Zergoun", dont le projet "contribuera à la mise en valeur des ressources naturelles dans le respect des normes environnementales et des technologies modernes".

Y.H

DÉLIVRANCE DU VISA À L'ARRIVÉE

MME MEDDAHI PRÉSIDE UNE RÉUNION CONSACRÉE À L'ÉVALUATION DE CE DISPOSITIF

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a présidé, lundi, une réunion de coordination consacrée à l'évaluation du dispositif de délivrance du visa à l'arrivée au profit des

touristes étrangers se rendant en Algérie, ainsi qu'au renforcement de l'attractivité de la destination touristique saharienne, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette réunion, Mme Meddahi a souligné que le dispositif de délivrance du visa à l'arrivée, approuvé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en 2023 au profit des touristes étrangers se rendant dans les wilayas du Sud, a enregistré des résultats positifs depuis sa mise en œuvre, avec "près de 39.000 touristes étrangers bénéficiaires de 120 nationalités différentes".

Elle a également indiqué que cette mesure s'inscrit en droite ligne avec la stratégie nationale visant à développer un tourisme durable et à en faire un véritable levier du développement économique local.

La ministre s'est, en outre, arrêtée sur les principales conclusions et recommandations issues de la réunion de travail tenue le 14 juin dernier avec la participation des représentants des différents secteurs

ministériels et organismes concernés, laquelle

avait été consacrée à l'évaluation de la mise en œuvre de ce mécanisme, au recensement des insuffisances relevées et à la proposition de solutions pour l'améliorer.

Dans ce contexte, elle a assuré que la prochaine étape "exige de passer à un niveau supérieur de coordination et de professionnalisme, afin de garantir la simplification des procédures, l'amélioration de la qualité des services offerts aux touristes étrangers et le renforcement de la confiance des opérateurs touristiques".

A cet effet, Mme Meddahi a donné une série d'instructions portant notamment sur "l'élaboration de rapports d'évaluation mensuels, en coordination avec les agences de tourisme et de voyages, comprenant des indicateurs précis sur le déroulement de la procédure de délivrance du visa à l'arrivée, les difficultés rencontrées et des propositions de mesures à même d'en améliorer la mise en œuvre".

Les instructions ont également concerné les directions du tourisme de wilayas, qui ont été chargées d'assurer une coordination permanente avec les agences de tourisme et de voyages agréées et actives dans le tourisme réceptif, de désigner un représentant officiel pour chaque agence, d'identifier les guides touristiques agréés sous contrat et de transmettre les listes actualisées aux services cen-

traux du ministère".

A cette occasion, l'accent a été mis sur la nécessité d'organiser des sessions de formation au profit des représentants des agences de tourisme et de voyages, et des guides touristiques, avec la participation des

secteurs concernés. Ces formations porteront sur "les premiers secours, les langues étrangères, les législations et réglementations encadrant l'activité touristique, outre les mécanismes de prise en charge des

touristes étrangers", en plus de sessions similaires destinées aux agents d'accueil des établissements hôteliers et aux différents intervenants de la chaîne des services touristiques.

Les instructions prévoient également l'organisation d'une rencontre nationale d'évaluation réunissant l'ensemble des agences de tourisme et de voyages actives dans le tourisme réceptif, afin de "procéder à une évaluation globale de la mise en œuvre du dispositif du visa à l'arrivée, d'échanger les expériences réussies et d'élaborer un plan d'action concret visant à accroître le nombre de touristes étrangers se rendant dans les wilayas du Sud", selon la même source.

RA

BANQUE D'ALGÉRIE

INSTRUCTIONS POUR FACILITER LA DÉLIVRANCE DES CARTES DE PAIEMENT INTERNATIONALES AUX BÉNÉFICIAIRES DU DROIT DE CHANGE

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Mohammed Lamine Lebbou, a instruit, lors d'une réunion tenue lundi au siège de la Banque centrale, les responsables des banques de prendre les mesures nécessaires afin de faciliter la délivrance des cartes de paiement internationales au profit des citoyens souhaitant bénéficier du droit de change destiné aux voyages à l'étranger, indique un communiqué de la Banque.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des nouvelles dispositions relatives à l'attribution, à titre provisoire, du droit de change au moyen de cartes de paiement internationales, entrées en vigueur en vertu de l'instruction n 07-2026 émise la semaine dernière par la Banque d'Algérie.

En vertu de cette instruction, le droit de change est accordé aux citoyens résidents au moyen d'une carte de paiement internationale, ou dédiée, délivrée par les banques intermédiaires agréées, fixé à 750 euros ou son équivalent dans une autre devise librement convertible, pour les personnes âgées de 19 ans et plus, et à 300 euros pour les personnes âgées entre 12 et 19 ans, dans la limite de deux enfants par famille, une seule fois par année civile.

Les nouvelles dispositions prévoient également que la carte est émise exclusivement à titre strictement nominatif de son titulaire. Elle est incessible et ne peut être utilisée par un tiers. Elle doit être liée à un compte en devises ouvert au nom du bénéficiaire, lequel

doit également disposer d'un compte bancaire en monnaie nationale.

Le demandeur du droit de change au moyen d'une carte de paiement est tenu d'introduire, auprès d'une banque intermédiaire agréée, une demande de délivrance de cette carte suffisamment à l'avance en prévision de son voyage à l'étranger. La durée de validité de la carte émise est fixée à trois ans au minimum.

Par ailleurs, les banques sont tenues, dans le cadre de l'attribution du droit de change pour voyage à l'étranger au moyen d'une carte de paiement internationale ou dédiée, d'inscrire sur le passeport du bénéficiaire le montant attribué, la devise correspondante et la date de l'opération, outre la déclaration sur la plateforme de la Banque d'Algérie dédiée au droit de change. Elles doivent également mettre en place des dispositifs d'assistance dédiés aux porteurs, comprenant notamment des centres d'appels et des canaux d'interaction digitaux, accessibles depuis l'étranger et disponibles 24h/24 et 7j/7. Le droit de change accordé au titre des voyages à l'étranger, porté sur une carte de paiement internationale ou dédiée, ne peut être utilisé que pour des opérations effectuées à l'étranger se rapportant au motif pour lequel il a été attribué.

RE

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

KOIDRI RÉITÈRE L'ENGAGEMENT DU SECTEUR À ACCOMPAGNER LES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a réitéré, lundi à Alger, l'engagement de son secteur à adopter une approche participative avec l'ensemble des opérateurs économiques afin de soutenir l'investissement et la localisation de la fabrication des dispositifs médicaux, à même de renforcer la souveraineté sanitaire nationale, indique un communiqué du ministère.

Le ministre s'exprimait lors de l'audience qu'il a accordée à une délégation de la Confédération algérienne du patronat (CAP), conduite par son président, Tahar Bouzid, dans le cadre de la série de rencontres de concertation tenues avec les partenaires professionnels du secteur.

La réunion a été consacrée à l'examen des préoccupations soulevées par les opérateurs de la filière des dispositifs médicaux.

Cette rencontre a per-

mis d'échanger les vues sur les moyens de développer la filière des dispositifs médicaux, à travers le renforcement de la contribution des opérateurs économiques à la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à localiser cette industrie, de manière à répondre aux besoins du marché national, précise la même source.

A cette occasion, le ministre a réaffirmé son attachement à la consolidation du dialogue et de la concertation avec l'ensemble des acteurs du secteur de l'industrie pharmaceutique, dans le but d'encourager l'investissement et de développer la production locale des médicaments et des dispositifs médicaux, contribuant ainsi au renforcement de la souveraineté sanitaire nationale, selon le communiqué.

RE

OULED DJELLAL

PLUS DE 42 000 MOUTONS VACCINÉS
CONTRE LA CLAVELÉE DEPUIS MAI DERNIER

Plus de 42 000 ovins ont reçu leur vaccin contre la clavelée dans la wilaya d'Ouled Djellal depuis le mois de mai, a indiqué hier la direction des services agricoles (DSA).

Par Malek Gaya

L'inspecteur vétérinaire de cette même direction, Abdallah Harkat, a précisé que cette action s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale déclenchée par le ministère de tutelle le 17 mai dernier et qui se poursuivra jusqu'à la mi-août afin de protéger les troupeaux contre les maladies. Selon cette même direction, 16 praticiens vétérinaires privés conventionnés ont été

mobilisés à travers les communes de la wilaya, et près de 269 éleveurs ovins ont déjà été pris en charge dans le cadre de cette opération. La wilaya d'Ouled Djellal a par ailleurs reçu un lot de 127 000 doses de vaccin contre la clavelée dans le cadre de la campagne de prévention de cette maladie pour l'année 2026. La DSA a enfin appelé les éleveurs des communes de la wilaya à participer à cette campagne gratuite pour faire vacciner leurs troupeaux, à collaborer avec les équipes vétérinaires chargées de l'opération et à faciliter leur travail de manière à assurer une large couverture et garantir la sécurité sanitaire du cheptel, source de revenus pour de nombreux éleveurs.

M.G



TLEMCEN

LUTTE SANS MERCI CONTRE LE TRAVAIL INFORMEL

Par Kahina Baghdad

L'antenne wilayale de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a donné hier lundi le coup d'envoi d'une action de prévention ciblant spécifiquement l'emploi non déclaré, selon les informations transmises par les services locaux de l'organisme.

Cette initiative, dont le leitmotiv est "L'affiliation des salariés à la sécurité sociale représente à la fois une prescription légale et la concrétisation d'une garantie fondamentale inscrite dans la loi fondamentale", s'intègre dans le dispositif national piloté par la CNAS, avec le concours des représentations locales de la CASNOS, de la CNR, de la CACOBATPH et de la CNAC.

Jusqu'au 26 juillet, cette opération a démarré par une journée portes ouvertes au siège de

l'agence, ponctuée d'expositions, de supports visuels didactiques et de remises de documentation aux visiteurs. Les chefs d'entreprise ont en outre reçu des éclaircissements sur l'obligation de faire immatriculer leurs personnels auprès des caisses sociales, mesure destinée à les prémunir contre les conséquences des sinistres professionnels.

Selon Fatima-Zohra Kadri, responsable de la communication au sein de l'agence de la CNAS, le programme comporte également des déplacements sur le terrain dans l'ensemble des localités du département, ciblant tant les patrons que les salariés. Ces interventions viseront à les éclairer sur la nécessité d'enregistrer tous les employés et à les alerter sur les dangers de l'activité occulte, ainsi que sur les pénalités édictées par les textes en vigueur.

Elle a précisé que le calendrier intègre par ailleurs des interventions radiophoniques sur la fréquence locale de Radio Tlemcen, ainsi que des messages vidéo diffusés par voie numérique, afin de consolider la compréhension des dispositions juridiques régissant le régime de protection sociale.

Mme Kadri a insisté sur le fait que cette campagne entend combattre l'emploi clandestin, plus particulièrement en période estivale, promouvoir l'impératif d'affiliation et d'immatriculation des travailleurs, érigé en droit constitutionnel et en gage de sauvegarde de leurs acquis sociaux. Elle ambitionne également de vulgariser les prestations dématérialisées proposées par la CNAS, notamment les outils de télédéclaration des charges et de prélèvement automatisé.

K.B

CONSTANTINE

LARGE SENSIBILISATION AUTOUR DES
MALADIES DE L'ÉTÉ

Le palais de la culture Mohamed Laid El Khalifa, à Constantine, accueille depuis dimanche dernier des rencontres dédiées à la prévention des dangers sanitaires liés à l'été. Ces événements, toujours en cours, attirent un flux « remarquable » d'habitants provenant de plusieurs localités de la wilaya, selon les constats effectués sur place.

Ces assises, pilotées par la direction locale de la santé et de la population (DSP), en collaboration avec les six établissements publics de soins de proximité (EPSP), visent à informer le public sur les périls induits par les températures élevées, les affections d'origine hydrique ou animale, et les toxi-infections alimentaires a expliqué la directrice du secteur, Mme Lynda Boubguira.

Des praticiens de santé délivreront des recommandations et des orientations, insistant sur l'import-

tance d'une hydratation suffisante, de la vigilance vis-à-vis des enfants et des aînés, ainsi que sur les risques liés à une conservation inadéquate des denrées, à un défaut d'hygiène dans les lieux de restauration et à une surexposition solaire.

Pour garantir le bon déroulement de cette campagne d'information, qui se poursuivra jusqu'au 23 juillet, des équipes polyvalentes, réunissant des généralistes et des spécialistes, y compris ceux des services de médecine préventive, ont été dépêchées, a ajouté la responsable.

Elle a également signalé que des initiatives parallèles ont été lancées dans un centre commercial de la circonscription d'Ali Mendjeli, afin d'élargir l'audience et de rejoindre un plus grand nombre de citoyens.

M.G

SAÏDA

CAMPAGNE D'INFORMATION ET DE
SENSIBILISATION DESTINÉE AUX TRAVAILLEURS
NON-SALARIÉS

L'agence de wilaya de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) de Saïda a lancé une campagne d'information et de sensibilisation destinée aux travailleurs non-salariés, placée sous le slogan "La déclaration d'activité auprès de la sécurité sociale est une obligation légale et la consécration de la dimension sociale", a indiqué lundi l'agence.

Cette campagne, qui se poursuivra jusqu'au 26 juillet, s'inscrit dans le cadre du programme national visant à informer les travailleurs non-salariés sur l'importance de déclarer leur activité, de s'affilier au régime de sécurité sociale et de bénéficier des prestations et avantages prévus par la législation en vigueur.

L'opération cible plusieurs catégories professionnelles, notamment les commerçants, artisans, pro-

fessions libérales, entrepreneurs ainsi que l'ensemble des travailleurs exerçant une activité non salariée. Elle vise à les encourager à régulariser leur situation auprès de la CASNOS afin de bénéficier d'une couverture sociale et des droits qui leur sont garantis par la loi.

A travers cette initiative, l'agence de wilaya entend également promouvoir la culture de la déclaration d'activité et renforcer le respect des dispositions de la législation sociale. Les actions de proximité et d'information menées dans le cadre de cette campagne permettront de mieux faire connaître les missions de la caisse, d'élargir la base des affiliés et de contribuer au renforcement de la protection sociale des travailleurs non-salariés.

R.R

M'SILA
LANCEMENT DE
PLUSIEURS
PROJETS DE
DÉVELOPPEMENT
DANS LA COMMUNE
DE TAMSA

Les travaux de réalisation de plusieurs projets de développement ont été lancés au début de la semaine en cours dans la commune de Tamsa (Sud de M'sila), a indiqué lundi le président de l'Assemblée populaire communale de cette collectivité locale, Messaoud Saadaoui. Le même responsable a précisé à l'APS qu'il s'agit du lancement des travaux d'entretien du chemin de wilaya CW-4 vers la localité Harmila sur une distance de 4 km pour une enveloppe financière de près de 45 millions DA avec l'objectif de désenclaver les habitants de cette localité et ses alentours connues pour leurs activités agricoles et pastorales. Il a été également procédé au lancement des travaux d'aménagement urbain à proximité du collège d'enseignement moyen (CEM) Mostefa Ben Boulaid avec réalisation de trottoirs et revêtement des chaussées ceinturant cet établissement scolaire pour une enveloppe financière de 10 millions DA, a ajouté la même source, soulignant que l'opération s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de l'environnement des établissements scolaires et la mise en place d'un espace pédagogique propice et sécurisée aux écoliers de sorte à contribuer à la promotion du paysage urbain. Selon le même élu, le coup d'envoi a été également donné aux travaux d'aménagement du jardin public Benacer-Salem pour en faire un espace récréatif ouvert aux familles durant la saison estivale.

R.R

FACE À LA CROISSANCE DES FILIÈRES AVICOLES

LE MAÏS AMÉRICAIN COURTISE LES MARCHÉS GUINÉEN ET IVOIRIEN

En Afrique de l'Ouest, le développement rapide des filières avicoles et d'élevage entraîne une hausse soutenue de la demande en aliments pour animaux. Au cœur de ce dynamisme, une matière première se révèle stratégique : le maïs, ingrédient essentiel des formulations destinées aux volailles et au bétail. Ce contexte attire désormais l'attention des grands exportateurs internationaux, à commencer par les États-Unis.

Par Nawal Bordji

En juillet 2026, l'U.S. Grains & BioProducts Council (USGBC) – une organisation américaine chargée de promouvoir et de développer les marchés d'exportation pour le maïs, l'orge, le sorgho et leurs dérivés – a mené des missions de prospection en Guinée et en Côte d'Ivoire. Selon un communiqué publié le 17 juillet sur son site officiel, cette offensive commerciale a permis d'« ouvrir de nouvelles perspectives pour les exportations américaines » auprès des acteurs locaux de l'alimentation animale. Une démarche qui n'a rien d'anodin : elle intervient alors que ces deux pays d'Afrique de l'Ouest accélèrent leurs investissements dans l'élevage, plus particulièrement dans l'aviculture, laissant présager une progression significative de leurs besoins en matières premières pour la fabrication d'aliments dans les années à venir.

La Guinée mise sur l'autosuffisance pour réduire sa facture d'importation

En Guinée, l'essor attendu de la demande en aliments pour animaux découle directement des ambitions gouvernementales pour la filière avicole. En juin dernier, les autorités ont dévoilé une stratégie nationale de développement du secteur couvrant la période 2026-2030, accompagnée d'un plan d'investissement de 563 millions de dollars. L'objectif affiché est clair : réduire la dépendance du pays aux importations de viande de volaille, qui couvrent actuellement



environ 80 % des besoins intérieurs. Pour y parvenir, la feuille de route mise sur plusieurs leviers : le renforcement de l'alimentation animale, l'amélioration de la biosécurité et la structuration des acteurs tout au long de la chaîne de valeur.

Les chiffres de la FAO illustrent l'ampleur du défi : les importations guinéennes de viande de poulet sont passées de 57 421 tonnes en 2020 à 88 590 tonnes en 2024, tandis que la production locale stagne autour d'une moyenne annuelle de 13 800 tonnes sur la même période. Comblent cet écart suppose donc une montée en puissance rapide des élevages locaux, et donc une hausse corrélative des besoins en aliments composés à base de maïs et de coproduits.

La Côte d'Ivoire vise le doublement de sa production avicole

De l'autre côté de la frontière, la Côte d'Ivoire bénéficie d'une filière avicole déjà plus structurée, mais les acteurs locaux ne comptent pas s'ar-

rêter en si bon chemin. Dans le cadre de sa stratégie nationale de développement de la production avicole, Abidjan espère quasiment doubler sa production annuelle de viande de poulet pour atteindre 200 000 tonnes d'ici 2030, contre 114 000 tonnes en 2024, selon les données de l'Interprofession avicole ivoirienne (Ipravi). Une telle ambition ne manquera pas de stimuler fortement la demande d'aliments pour animaux sur la période considérée.

Ce potentiel attire déjà les investisseurs, locaux comme étrangers, dans l'industrie de l'alimentation animale. En septembre 2025, le néerlandais De Heus a ainsi annoncé son intention de construire une nouvelle unité de production à Korhogo, dans le nord du pays – même si les détails sur l'emplacement précis, la capacité ou le coût du projet restent encore à préciser. Dans le même mois, la Société ivoirienne de productions animales (SIPRA), leader de la filière avicole en Côte d'Ivoire, a révélé avoir obtenu un investisse-

ment de 23,5 millions de dollars du fonds norvégien Norfund, destiné à accroître ses capacités dans ses principaux segments, y compris la fabrication d'aliments.

Un marché régional qui intéresse aussi les négociants américains

Au-delà des seuls besoins ivoiriens, l'intérêt des fournisseurs américains tient aussi à la position stratégique du pays. Selon l'USGBC, des entreprises américaines de négoce de céréales commencent à établir des bureaux à Abidjan, dans l'optique de desservir un marché élargi incluant la Guinée, le Mali et le Burkina Faso. Cette logique de hub régional confère à la Côte d'Ivoire un rôle de plateforme d'entrée pour les céréales importées, ce qui renforce son attractivité aux yeux des exportateurs internationaux.

Et la production locale de maïs dans tout cela ?

Si ces perspectives de croissance ouvrent une fenêtre de choix pour les fournisseurs mondiaux de maïs, elles posent également une question de fond aux pays ouest-africains : la hausse des besoins de l'industrie animale profitera-t-elle aux producteurs régionaux de maïs, ou bien accentuera-t-elle leur dépendance aux importations ? Rappelons qu'en Afrique de l'Ouest, le maïs est l'une des denrées de base les plus consommées, et sa production est encore majoritairement destinée à l'alimentation humaine. Pour que l'essor avicole bénéficie réellement aux économies locales, un double défi devra être relevé : augmenter les rendements tout en orientant une partie de la récolte vers l'alimentation animale, sans compromettre la sécurité alimentaire des populations. Autrement dit, l'enjeu n'est pas seulement commercial, il est aussi structurel – et il déterminera si la région saisit cette opportunité pour renforcer sa souveraineté ou si elle s'enfonce dans une nouvelle dépendance céréalière.

N.B

MOBILITÉ VERTE EN AFRIQUE DE L'EST

LA TANZANIE MISE SUR L'INDUSTRIALISATION LOCALE POUR STRUCTURER SON SECTEUR ÉLECTRIQUE

En Afrique, la transition vers la mobilité électrique ouvre un vaste champ d'investissements pour le secteur privé. La Tanzanie illustre parfaitement cette dynamique : le pays voit émerger une industrie naissante, portée par des projets qui couvrent peu à peu l'ensemble de la chaîne de valeur – de la fabrication à la maintenance, en passant par les infrastructures de recharge.

Le mercredi 15 juillet, à Dar es Salaam, le vice-ministre des Transports tanzanien, David Kihenzile, a officiellement inauguré une usine d'assemblage de véhicules électriques baptisée Plug & Ride. Selon le média local Daily News, il s'agit d'une première dans le pays. Ce site industriel, désormais opérationnel, est le fruit d'un accord de coentreprise signé en avril 2024 entre deux partenaires : d'un côté, Shakti Green Energy, un fournisseur indien de solutions énergétiques ; de l'autre, Utegi Technical Enterprises, une société privée tanzanienne active dans la logistique. Avec un budget initial de 7 millions de dollars, le projet avait pour point de départ l'assemblage en kits complets démontés (CKD) de motos électriques, de tricycles et d'autres véhicules utilitaires spécialisés.

Mais l'ambition de Plug & Ride ne s'arrête pas à l'assemblage. À travers cette usine, la coentreprise indo-tanzanienne entend construire un écosystème local complet, intégrant non seulement la

production de véhicules, mais aussi les bornes de recharge, le service après-vente et la formation de techniciens. À plus long terme, le projet vise à faire de la Tanzanie une plateforme régionale de fabrication et de distribution de solutions de mobilité électrique pour l'Afrique de l'Est.

« Cette usine ne se limite pas à fabriquer des véhicules électriques. Elle vise à poser les fondations d'une base industrielle capable de stimuler l'innovation, de développer les compétences locales, d'assurer un transfert de technologies avancées et de créer des emplois pour les Tanzaniens », a déclaré M. Kihenzile lors de l'inauguration.

Pour autant, Plug & Ride n'arrive pas sur un terrain vierge. Plusieurs acteurs sont déjà présents sur le marché tanzanien de la mobilité électrique. Parmi eux, Spiro – fondée en 2019 – a lancé ses opérations dans le pays en 2025, après avoir déployé son modèle dans de nombreuses autres nations africaines. Spiro se concentre principalement sur les motos électriques et les stations d'échange de batteries, dans le but de faciliter l'adoption des deux-roues électriques par les professionnels.

Sur le créneau des tricycles électriques, la marque TRI, propriété de l'entreprise tanzanienne Ziotio, est active depuis 2020. Elle développe des « electric bajaj » destinés au transport urbain. En 2024, dans le cadre de sa croissance, la société a annoncé un projet de ligne d'assemblage locale,

après une première phase reposant sur l'importation de véhicules entièrement montés. De son côté, EKOGlobe propose depuis 2020 des solutions couplant mobilité électrique et énergie solaire. La firme conçoit notamment des tricycles électriques adaptés au transport de passagers, à la livraison et à d'autres usages professionnels, avec une philosophie résolument ancrée dans les réalités locales et les besoins spécifiques du marché tanzanien.

Tous ces opérateurs participent, à leur échelle, à la structuration progressive du secteur de la mobilité électrique en Tanzanie, en agissant principalement sur le déploiement des véhicules et les solutions énergétiques associées.

Ce qui distingue Plug & Ride, c'est son ambition de dépasser la simple exploitation commerciale. En développant une capacité d'assemblage locale et en intégrant progressivement plusieurs maillons de la chaîne – depuis la production jusqu'à la maintenance, en passant par la formation technique – le projet marque un tournant. Avec l'entrée en production de cette nouvelle usine, la Tanzanie ne se contente plus d'être un marché d'accueil pour les opérateurs de mobilité électrique : elle se dote désormais de véritables capacités industrielles locales, de nature à renforcer sa souveraineté et son rayonnement régional.

N.B

EXTRÊME TENSIONS AU MOYEN-ORIENT

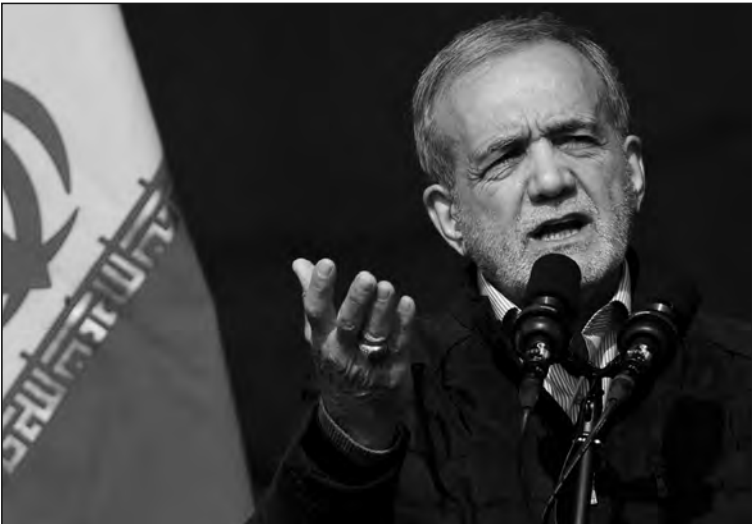
PEZESHKIAN AFFIRME QUE L'IRAN FAIT FACE À UNE «GUERRE TOTALE» MENÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

Le président iranien Massoud Pezeshkian a affirmé lundi que son pays était confronté à une "guerre totale" contre les États-Unis, insistant sur la nécessité de préserver la stabilité économique dans un contexte de conflit.

Par Yacine Boudali

La guerre actuelle ne se résume pas à des échanges de missiles. L'ennemi a compris qu'il ne pouvait pas contraindre le peuple iranien à se rendre par de simples frappes militaires", a déclaré M. Pezeshkian lors d'une réunion du Haut Conseil du pouvoir judiciaire à Téhéran, selon un communiqué diffusé sur le site officiel de son cabinet.

Il a estimé que "l'ennemi" conduisait une "guerre hybride" contre l'Iran, expliquant que l'économie nationale et les conditions de vie de la population constituaient désormais les principaux fronts de cette confrontation. Il a également insisté sur l'importance de préserver la stabilité économique et de protéger les acquis sociaux, qu'il a présentés comme deux priorités du "système de gouvernance en période de guerre". M. Pezeshkian a ajouté que son



gouvernement avait "pleinement défendu" les droits et les intérêts nationaux de l'Iran au cours des négociations avec les États-Unis, y compris dans le protocole d'accord conclu le 18 juin.

Les États-Unis ont mené plusieurs frappes contre des provinces du sud de l'Iran au cours de la semaine dernière, affirmant qu'elles visaient à "réduire la capacité de l'Iran à menacer la navigation commerciale".

En riposte, l'Iran a lancé plusieurs vagues de missiles et de drones contre des bases et des installations militaires américaines situées dans différents pays de la région, notamment au Koweït, à Bahreïn et en Jordanie.

Cette nouvelle montée des tensions intervient alors que les deux parties devaient engager, conformément au protocole d'accord conclu entre elles, des négociations dans un délai de 60 jours en vue d'aboutir à un accord définitif.

Y.B

TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS

LE CLUB DES PRISONNIERS DÉNONCE UNE INTENSIFICATION DES VIOLENCES DANS LES PRISONS SIONISTES

Le Club des prisonniers palestiniens a déclaré lundi que l'administration pénitentiaire sioniste avait transformé le recours aux balles en caoutchouc contre les détenus palestiniens en une méthode de répression systématique, organisée et régulièrement appliquée au cours des derniers mois.

D'après l'organisation, citée par l'agence de presse palestinienne Wafa, cette pratique aurait déjà causé des dizaines de victimes parmi les prisonniers dont les cas ont été recensés par des organismes spécialisés.

Elle précise toutefois que le nombre réel de détenus touchés pourrait être nettement supérieur, les restrictions imposées aux visites ainsi que l'isolement de nombreux prisonniers compliquant la documentation et le suivi des violations qu'ils subiraient.

Dans un communiqué diffusé lundi, le Club des prisonniers a évoqué plusieurs détenus blessés par des tirs de balles en caoutchouc ayant provoqué d'importantes hémorragies aux membres et sur des parties sensibles du corps, obligeant certains à subir des interventions chirurgicales.

Il a indiqué que les administrations pénitentiaires sionistes avaient récemment renforcé les dispositifs de répression dirigés contre les déte-

nus et introduit de nouvelles armes lors des opérations d'agression et de mauvais traitements.

Selon l'organisation, les corps des prisonniers seraient devenus un véritable champ d'expérimentation pour divers moyens de répression et de violence, en particulier depuis le déclenchement de l'agression contre Gaza.

Le Club a également estimé que le système carcéral sioniste avait atteint un degré de violence et de brutalité "sans précédent", considérant que les exactions commises contre les prisonniers dépassaient désormais le cadre des violations habituelles pour relever d'un système organisé de torture.

Selon l'organisation, ce dispositif s'appuierait sur différentes formes de violences physiques et psychologiques, notamment les humiliations, les privations alimentaires, le refus de soins médicaux, l'isolement et les agressions organisées, afin d'anéantir les détenus tant sur le plan physique que psychologique.

Le Club a souligné que les effets des tirs de balles en caoutchouc ne se limitaient pas aux blessures corporelles, mais pouvaient aussi provoquer de lourdes séquelles psychologiques durables. De nombreux prisonniers souffriraient ainsi de troubles psychiques liés à leur exposition répétée aux opérations de répression, aux

agressions et aux actes d'intimidation, dans un environnement carcéral caractérisé, selon lui, par des conditions de détention assimilables à une torture permanente et par l'absence des garanties juridiques et humanitaires les plus élémentaires.

Le Club des prisonniers a enfin appelé la communauté internationale, en particulier les Nations unies, le Comité international de la Croix-Rouge et les mécanismes internationaux compétents, à agir sans délai afin de mettre un terme aux violations commises contre les prisonniers palestiniens et d'engager des procédures destinées à établir les responsabilités des dirigeants sionistes concernés.

Il a estimé que ces agissements constituaient de graves violations du droit international humanitaire, des Conventions de Genève et de la Convention contre la torture, ajoutant qu'ils pourraient, au regard de leur contexte général, être qualifiés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité nécessitant des poursuites judiciaires et des sanctions.

Y.B

GAZA

TROIS PALESTINIENS TOMBENT EN MARTYRS DANS UNE FRAPPE SIONISTE

Palestiniens sont tombés en martyrs et plusieurs autres ont été blessés lundi dans une frappe sioniste, indique l'agence de presse palestinienne Wafa.

L'agence Wafa précise que l'armée sioniste avait visé un véhicule non loin de l'hôpital britannique, à Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre dernier, 1.158 Palestiniens sont tombés en martyrs et 3.756 autres ont été blessés, tandis que

les corps de 802 martyrs ont été récupérés, selon les autorités sanitaires. Les trois Palestiniens tombés en martyrs dans la frappe sioniste à Khan Younès sont à ajouter à ces chiffres. L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Gaza a fait 73.283 martyrs et 173.864 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué lundi par les autorités sanitaires palestiniennes.

RI

AGRESSION SIONISTE CONTRE LE LIBAN

4.328 MARTYRS ET 12.230 BLESSÉS

Le bilan des victimes de l'agression sioniste contre le Liban s'est alourdi à 4.328 martyrs et 12.230 blessés, a annoncé lundi le ministère libanais de la Santé.

Le Centre des opérations d'urgence sanitaire du ministère libanais de la Santé publique a indiqué, dans un communiqué, que le bilan

global des raids sionistes sur le Liban depuis le 2 mars s'est alourdi à 4.328 martyrs et 12.230 blessés.

L'armée sioniste poursuit ses agressions contre le Liban malgré l'entrée en vigueur d'un accord de cessez-le-feu.

RI

GRÈCE

LES SERVICES D'URGENCE EN ALERTE MAXIMALE FACE À LA VAGUE DE CHALEUR

Les autorités grecques ont déclaré lundi, l'état d'alerte maximale en prévision de la vague de chaleur, avec des températures qui devraient atteindre jusqu'à 42 degrés Celsius dans plusieurs régions, exhortant la population à éviter toute activité susceptible de provoquer des incendies de forêt. Le ministère de la Crise climatique et de la Protection civile a réuni son co-

mité d'évaluation des risques, avertissant que les températures dépasseraient les 40 degrés Celsius dans de nombreuses régions du continent jusqu'à mercredi, a rapporté la chaîne de télévision nationale grecque ERT lundi. Le ministère a indiqué que les services d'urgence resteraient en état d'alerte renforcée pendant toute la durée de la vague de chaleur et a

exhorté le public à éviter toute activité susceptible de provoquer des incendies de forêt.

Des températures exceptionnellement élevées devaient persister dans une grande partie du pays jusqu'à mercredi, avec des maximales pouvant atteindre localement 42 degrés Celsius en Thessalie, dans l'est de la Grèce centrale et dans le Péloponnèse, a ajouté ERT.

La Croix-Rouge hellénique a exhorté le public à prendre des précautions contre la chaleur extrême, notamment en évitant une exposition prolongée au soleil, en restant bien hydraté et en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables tels que les personnes âgées, les jeunes enfants et les travailleurs en extérieur.

RI

TURBULENCES DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

VOLKSWAGEN SACRIFIE LA MOITIÉ DE SA GAMME

Durement frappé par la crise, le Groupe Volkswagen engage une restructuration radicale. Licenciements massifs, réduction de moitié de sa gamme et abandon de modèles emblématiques : le constructeur allemand, fondé en 1937 avec la mythique Coccinelle, tourne une nouvelle page de son histoire.

Par Yakout Abina



Fondée en 1937 pour créer une « voiture du peuple » accessible, Volkswagen donne naissance à la mythique Coccinelle, devenue un succès planétaire après la Seconde Guerre mondiale. Dans les années 1970, la marque se réinvente avec la Golf, best-seller qui marque son entrée dans la modernité. Au fil des décennies, l'entreprise s'est transformée en un puissant groupe mondial, intégrant Audi, Porsche et Skoda, et mise aujourd'hui sur sa gamme de véhicules 100 % électriques ID., symbole de sa transition vers une nouvelle ère.

Mais l'industrie automobile traverse aujourd'hui une zone de turbulences. Confronté à une conjoncture défavorable et à des coûts jugés

trop lourds, Volkswagen engage une réorganisation d'ampleur. Le groupe envisage non seulement des licenciements massifs – jusqu'à 100 000 personnes –, mais aussi une réduction drastique de son offre. Selon le quotidien allemand Bild, près de 50 % des modèles pourraient disparaître à court terme. Une décision qui toucherait non seulement la marque Volkswagen, mais aussi ses filiales Audi et Porsche.

Parmi les véhicules menacés figurent la berline Jetta et le SUV Taos. Si la première est connue du grand public, le second reste plus confidentiel, vendu principalement

aux États-Unis. Ses ventes, jugées honorables mais insuffisantes, ne suffisent pas à garantir sa pérennité. Le SUV coupé électrique ID.5, absent du rapport officiel, pourrait également être abandonné. Trop cher et peu séduisant face à la concurrence, il n'a jamais trouvé son public. Chez Porsche, le coupé thermique 718 pourrait ne jamais connaître de successeur. Le Macan essence, lui, est condamné : il n'aura pas de relève. Seule la version électrique du 718 reste en lice. Audi n'est pas mieux loti : le Q5 Sportback, moins demandé que sa version standard, devrait disparaître.

Son pendant électrique, le Q6 e-tron Sportback, subira le même sort, faute de ventes suffisantes. L'e-tron GT, cousine de la Porsche Taycan, n'a pas été mentionnée, malgré des performances commerciales décevantes. Elle pourrait toutefois bénéficier d'une seconde génération, appelée à prendre la relève de l'A8 en version électrique. La stratégie du groupe repose désormais sur l'électrification. Audi mise sur la future A2 e-tron, dérivée de la Volkswagen ID.3 Neo. Cette compacte électrique est appelée à devenir le modèle phare de la marque aux anneaux. Mais l'avenir reste incertain pour certaines citadines historiques. Les Skoda Fabia et Seat Ibiza pourraient ne pas être remplacées. Volkswagen hésite à leur donner une descendance, estimant que le Skoda Epiq et la Cupra Raval occupent déjà ce segment.

La crise que traverse Volkswagen illustre à la fois les difficultés propres au constructeur et les turbulences plus larges de l'industrie automobile mondiale, confrontée à la baisse de ses marges, à la concurrence chinoise et à la transition coûteuse vers l'électrique. Cette stratégie de restructuration traduit une volonté de survie et d'adaptation, mais elle soulève également de lourdes incertitudes sur l'impact social, la réaction des clients et la capacité de l'électrique à relancer durablement la dynamique commerciale du groupe.

Y.A

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET PLATEFORMES NUMÉRIQUES TIKTOK EXPÉRIMENTE UN OUTIL POUR REPÉRER LES VISAGES CRÉÉS PAR L'IA

Par Salim Nait Ouguelmim

Les copies de visages produites par l'intelligence artificielle progressent désormais plus rapidement que les technologies destinées à les combattre. TikTok a annoncé expérimenter, auprès d'un nombre limité de créateurs américains volontaires, un système capable d'identifier les vidéos utilisant leur apparence sans leur consentement.

Cette initiative s'inscrit dans la continuité de celle engagée par YouTube, mais le calendrier réglementaire européen semble tout autant expliquer cette évolution que la volonté affichée de protéger les utilisateurs.

L'accès à cet outil est pour l'instant réservé à quelques créateurs installés aux États-Unis. Les participants doivent d'abord confirmer leur identité via Jumio, une société spécialisée, en fournissant simultanément un selfie pris en direct et un document officiel. Une fois cette étape validée, TikTok analyse les contenus générés par l'IA susceptibles de reproduire leurs traits et leur présente les résultats. Les créateurs peuvent ensuite vérifier ces correspondances et signaler les vidéos ou comptes usurpant leur identité. Le principe rappelle le système Content ID de YouTube : là où cette technologie identifie les œuvres musicales protégées afin d'en gérer les droits, TikTok entend reconnaître un visage pour empêcher son imitation frauduleuse.

La plateforme affirme qu'elle ne conserve pas les pièces d'identité transmises et que les données biométriques recueillies servent exclusivement à détecter les contenus diffusés sans autorisation. Cette promesse mérite toutefois d'être retenue, puisque le mécanisme repose sur un paradoxe évident : remettre son visage et ses documents à une plateforme afin d'empêcher la reproduction illicite... de ce même visage. Le contexte explique cette accélération. Au début du mois de juillet, Meta a lancé Muse Image, un générateur d'images utilisant par défaut les photos publiques publiées sur Instagram, où les comptes étaient intégrés automatiquement.

Cette décision a suscité de vives critiques. De son côté, l'expérimentation de TikTok demeure limitée au marché américain, sans aucune échéance annoncée pour une extension en Europe.

Le 2 août marquera le début de l'application des sanctions européennes. YouTube avait déjà pris les devants en déployant progressivement un outil comparable, d'abord réservé à un groupe restreint, puis élargi aux principaux créateurs, avant d'être proposé aux célébrités et aux agences artistiques. TikTok suit aujourd'hui la même trajectoire alors que la réglementation européenne entre dans une nouvelle phase. À compter du 2 août, l'article 50 du règlement sur l'intelligence artificielle imposera que tout deepfake soit clairement identifié comme contenu créé ou modifié artificiellement, tandis que les productions de synthèse devront intégrer un marquage détectable par les machines. Une période transitoire courra jusqu'au 2 décembre, après quoi les amendes pourront atteindre 15 millions d'euros ou 3 % du chiffre d'affaires mondial. Pour un acteur de la taille de TikTok, cette seconde éventualité représente un risque financier considérable.

À lui seul, un dispositif de détection des ressemblances ne répond toutefois pas à toutes les exigences prévues par ce règlement. Les autorités européennes imposent également des mécanismes de marquage ainsi qu'une information claire des utilisateurs, et non un simple système de signalement.

En revanche, cette technologie permettra aux plateformes de renforcer leur dossier de conformité auprès des régulateurs. Mettre en place des mesures de protection contre les clonages numériques avant toute injonction officielle relève donc d'une stratégie de précaution.

Les créateurs français devront encore patienter avant d'en bénéficier. Une certitude demeure néanmoins : si cet outil venait un jour à être déployé en Europe, ce serait probablement d'abord sous l'impulsion des exigences de Bruxelles que par simple volonté de la plateforme.

S.N.O

INDUSTRIE NAVALE ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE KAWASAKI ET NVIDIA VONT AUTOMATISER LES CHANTIERS NAVALS

Le but est de déployer ces futurs robots dans les opérations de soudage, de peinture, d'inspection et de manutention afin de donner naissance à des « chantiers navals numériques de nouvelle génération ».

Le groupe japonais Kawasaki Heavy Industries a annoncé, jeudi 16 juillet, le lancement d'un partenariat avec Nvidia pour concevoir des robots intégrant l'intelligence artificielle destinés à la construction navale. Cette annonce est intervenue à l'occasion de la visite à Tokyo du directeur général du fabricant américain de semi-conducteurs, Jensen Huang. Confronté à une crise démographique persistante, le Japon voit son industrie navale faire face à d'importantes difficultés. Selon Kawasaki, le secteur souffre d'un recul continu du nombre de travailleurs qualifiés ainsi que de pénuries de main-d'œuvre provoquées par la baisse de la natalité et le vieillissement de la population. Ces futurs robots auront pour mission d'assurer le soudage, la peinture, les opérations d'inspection et la manutention des matériaux au sein de « chantiers navals numériques de nouvelle génération », fondés sur l'intelligence artificielle physique et les technologies des jumeaux numériques, précise encore le groupe japonais. Le communiqué souligne également que les efforts engagés à l'échelle mondiale pour réduire les émissions polluantes renforcent la demande de navires à faibles ou nulles émissions de carbone. Dans ce contexte, accroître les capacités de production et améliorer la productivité sont devenus des priorités pour l'ensemble de l'industrie. Le dirigeant emblématique de Nvidia, Jensen Huang, âgé de 63 ans, a aussi effectué mercredi une visite dans une salle d'arcade de Tokyo en compagnie de responsables de l'entreprise de jeux vidéo Sega. Il en a profité pour remercier le groupe japonais, rappelant qu'un investissement de cinq millions de dollars réalisé dans les années 1990 avait contribué à sauver Nvidia. « Sans ce que Sega a fait pour Nvidia et sans l'action d'Irimajiri-san, Nvidia n'existerait pas aujourd'hui », a déclaré Jensen Huang en évoquant Shoichiro Irimajiri, ancien président de Sega. Il s'est également félicité du parcours accompli par son entreprise, rappelant qu'en 1995 elle était au bord de la faillite après avoir misé sur une technologie inadaptée, avant de devenir aujourd'hui la plus grande société au monde.

S.N.O

MOBILISATION ENVIRONNEMENTALE

POUR FAIRE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Face à une vague de chaleur qui frappe plusieurs wilayas, notre pays accélère sa stratégie climatique. Entre Plan national d'adaptation, coopération internationale et dessalement de l'eau de mer, le pays renforce sa résilience. La ministre de l'Environnement a détaillé dimanche ces mesures d'urgence.

Par Chaimaa Sadou

Dans son allocution à Alger, Kaouter Krikou a rappelé que la hausse des températures est l'une des manifestations les plus visibles du dérèglement climatique mondial. Elle a appelé à une mobilisation nationale et internationale de tous les acteurs concernés, tant au niveau des secteurs publics que privés.

L'Algérie a concrétisé cet engagement par le Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNA), élaboré en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Sa mise en œuvre mobilise plusieurs ministères clés, de l'Agriculture à la Santé, en passant par les Ressources hydriques, l'Intérieur, les Transports et l'Habitat. Ce plan vise à limiter les impacts du réchauffement sur l'économie, l'environnement et la société.

Sur le plan diplomatique, la ministre a salué le mémorandum d'entente signé récemment avec l'Allemagne, à l'occasion de la visite du président



Abdelmadjid Tebboune à Berlin. Cet accord renforce la coopération bilatérale dans les domaines de l'environnement et du climat, dans le cadre des Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Parmi les solutions concrètes mises en avant figure le dessalement de l'eau de mer pour lutter contre le stress hydrique. Ces installations seront complétées par la valorisation de la saumure produite, notamment via la fabrication de sels à usage industriel, un dossier examiné récemment par le gouvernement.

Natacha Van Rijn, représentante résidente du PNUD en Algérie, a salué les avancées du pays et le rôle

croissant des start-ups dans le développement de solutions innovantes pour protéger les écosystèmes et la biodiversité. De son côté, le représentant de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Phanuel Habimana, a alerté sur les risques sanitaires liés à la chaleur : maladies cardiovasculaires, respiratoires, rénales, troubles psychiatriques et risques professionnels. Selon l'OMS, près de 489 000 décès par an dans le monde entre 2000 et 2019 sont attribués à la chaleur extrême, touchant principalement les personnes âgées, les enfants et les malades chroniques. Aujourd'hui, 3,6 milliards de personnes vivent dans des zones for-

tement vulnérables aux effets climatiques.

Les experts présents ont expliqué que la vague de chaleur actuelle s'inscrit dans un phénomène régional euro-méditerranéen, amplifié par le dérèglement climatique. Samir Grimes et Brahim Bouchareb ont insisté sur la protection des forêts et l'importance d'une approche participative sur le terrain. Le journaliste Ferhat Mokhtar a rappelé, quant à lui, le rôle essentiel des médias dans la sensibilisation du public, en particulier des populations les plus fragiles.

La rencontre s'est achevée par une série de recommandations lues par Bahidjeddine Hachmaoui, directeur général de l'environnement et du développement durable. Elles appellent à accélérer la mise en œuvre du Plan national d'adaptation, avec une priorité donnée aux secteurs de l'hydraulique, de la santé, de l'habitat, des travaux publics, de l'agriculture et des forêts. Un système intégré de surveillance, de vigilance et d'alerte précoce des canicules est également préconisé, tout comme le renforcement de la protection des catégories les plus exposées.

Face aux défis climatiques, l'Algérie affiche une volonté claire d'agir à la fois localement et en partenariat avec la communauté internationale. La mobilisation de l'ensemble des acteurs, y compris les citoyens, reste déterminante pour transformer ces plans en résultats tangibles sur le terrain. Cette approche globale, alliant adaptation, innovation et sensibilisation, s'inscrit dans une vision durable pour protéger les générations futures.

C.S

AMÉNAGEMENT DU PARC URBAIN "SIDI MOHAMED BENALI", À SIDI BEL-ABBES C'EST BIENTÔT FINI !

Les travaux d'aménagement du parc urbain "Sidi Mohamed Benali", dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes, sont entrés dans leur phase finale, après avoir atteint un taux d'avancement de près de 95%, dans le cadre d'un programme complémentaire visant à réhabiliter cet espace environnemental et à consolider le cadre de vie des citoyens, a-t-on appris, lundi, auprès de la directrice locale de l'environnement, Safia Djaber.

Mme Djaber a précisé que ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts de développement local visant à embellir les espaces publics et à offrir un espace naturel propice permettant aux citoyens de profiter d'un véritable poumon vert, soulignant que la mise en service et l'exploitation effective du parc interviendront dans les prochains jours, dès l'achèvement des dernières retouches.

La même responsable a ajouté que parmi les composantes phares du projet figurent la réhabilitation du débarcadère en bois et des espaces environnants, ainsi que la réalisation de gradins modernes permettant aux visiteurs et aux familles

de profiter du site et de ses paysages naturels, selon une vision intégrée alliant confort, loisirs et préservation du caractère environnemental du site. Dans le même contexte, la directrice de l'environnement a réaffirmé la poursuite des efforts de ses services pour la promotion des espaces verts à travers la wilaya, appelant les citoyens et les acteurs de la société civile à contribuer à la protection de ces infrastructures et à la préservation de leurs commodités, en tant que gain collectif reflétant la culture de la citoyenneté et le civisme.

Le lac "Sidi Mohamed Benali" compte parmi les atouts naturels et touristiques les plus importants de la capitale de la Mekerra. Il représente une destination privilégiée pour les familles et les sportifs en tant que site éco-touristique, en plus d'être un refuge pour de nombreuses espèces d'oiseaux migrateurs. Ce projet de réhabilitation devrait ainsi contribuer à booster le tourisme écologique dans la région et à transformer le site en un pôle d'attraction touristique majeur.

R.Env

GROSSE TEMPÊTE AU CHILI

LE PRÉSIDENT DÉCRÈTE L'ÉTAT DE CATASTROPHE

Le président chilien José Antonio Kast a décrété hier lundi l'état de catastrophe dans une partie du nord du pays, frappé par d'intenses précipitations qui ont coupé les routes et isolé près de 100.000 personnes.

"La situation dans la région de Coquimbo et dans la province de Huasco s'étant aggravée", le chef de l'Etat a annoncé à la presse avoir ordonné "l'activation de cet état d'exception constitutionnel (état de catastrophe)".

Plus de 500.000 personnes ont été privées d'électricité jeudi au Chili, en raison de fortes

pluies et de vents violents qui ont touché les deux tiers des régions du pays, avait indiqué le gouvernement. En raison des fortes houles et de rafales de vent dépassant les 100 km/h, des dizaines de ports à travers le pays ont partiellement restreint leurs activités.

Des équipes d'urgence ont été déployées dans différentes régions pour éviter des dégâts plus importants.

Les cours ont été suspendus dans neuf régions du pays.

R.Env

LUTTE CONTRE LES INCENDIES RÉCEPTION DE PISTES FORESTIÈRES À CONSTANTINE

Plusieurs projets d'aménagement de pistes forestières ont été réceptionnés par la Conservation des forêts de Constantine dans le cadre de la campagne de prévention et de lutte contre les incendies de forêts au titre de la saison 2026, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Il s'agit de quatre pistes situées à El Djebbas sur une longueur de 4 km, à Djebel Ouahch (commune de Constantine) sur environ 4,2 km ainsi que d'autres pistes dans les communes de Didouche Mourad et Zighoud Youcef sur un linéaire de plus de 6,2 km, selon la cellule de communication de la wilaya.

Ces aménagements visent à renforcer le dispositif de prévention contre les incendies en améliorant l'accessibilité aux zones forestières, a-t-on indiqué.

Les pistes aménagées permettront aux équipes d'intervention de la Protection civile et des services des forêts d'accéder rapidement en cas d'éventuels incendies, réduisant ainsi les délais d'interventions et limitant la propagation des flammes, a ajouté la même source.

Au-delà de leur rôle dans la lutte contre les incendies, ces pistes aménagées faciliteront également les opérations de surveillance des espaces forestiers, les travaux d'entretien des massifs boisés et les actions de protection de la biodiversité, selon les services de la wilaya.

R.Env

INDE

DES MANIFESTATIONS DEVANT LE PARLEMENT POUR LUTTER CONTRE ... LA TRICHERIE AUX EXAMENS SCOLAIRES

À première vue, cela peut paraître étrange, mais, pour diverses raisons, ce phénomène permet d'expliquer certaines tendances sociales et politiques sous différents angles. On observe de nombreuses manifestations populaires à travers le monde réclamant de meilleures conditions de vie, un changement de régime ou d'autres revendications. Cette fois-ci, cependant, et plus précisément en Inde, les manifestations populaires sont motivées par une autre cause : la tricherie scolaire. On pourrait juger naïf de manifester pour une telle raison, mais, en Inde, ces mobilisations sont pleinement justifiées. Quelles en sont donc les raisons profondes ?

Par Ikram Haou

Hier lundi, à l'occasion de l'ouverture de la session estivale du Parlement indien, des milliers de personnes ont manifesté à New Delhi pour dénoncer la fraude aux examens universitaires et exiger la démission du ministre de l'Éducation, M. Dharmendra Pradhan. Les manifestants, qui se dirigeaient vers le Parlement, ont maintenu leurs revendications malgré la condamnation de ce rassemblement par la police de Delhi, qui les a dispersés afin de protéger le Parlement et les bâtiments publics. Les autorités ont qualifié ces manifestations d'illégales tout en appelant à une protestation pacifique, dans l'esprit de Mahatma Gandhi, pionnier de la résistance non violente. Elles ont également averti que des poursuites judiciaires se-



raient engagées contre toute personne poursuivant ces manifestations.

De son côté, le chef de l'opposition à la Chambre haute du Parlement, M. Mallikarjun Kharge, a dénoncé le recours à la force par la police pour disperser les manifestants. Il a souligné qu'il était question de l'avenir de centaines de milliers de jeunes Indiens et a appelé le gouvernement à écouter leurs préoccupations.

Il convient de noter que ce mouvement, créé récemment, cherche à porter le débat au Parlement afin d'aborder les échecs et les difficultés que connaît le secteur de l'enseignement supérieur, notamment à la suite d'une série de scandales et de fuites de sujets ayant conduit à l'annulation d'un concours d'entrée en médecine passé par plus de deux millions de candidats. Selon ses responsables, ces problèmes n'ont suscité aucun intérêt de la part du Premier ministre, M. Narendra Modi. Les manifestants réclament une véritable politique publique prenant en considération les at-

tentes de la jeunesse et reconnaissant les erreurs commises afin d'y remédier.

Il faut rappeler que les manifestations de grande ampleur contre les fraudes, les fuites de sujets et les dysfonctionnements des examens nationaux constituent un phénomène récurrent en Inde depuis de nombreuses années. Parmi les exemples les plus marquants figurent les protestations contre le NTA en 2024, lorsque l'examen d'entrée en médecine avait été entaché de graves accusations de fraude et d'attributions suspectes de notes. D'importantes vagues de protestation avaient alors secoué la capitale pour réclamer la dissolution de l'Agence nationale des examens (NTA). Il faut également citer le scandale du concours SSC en juillet 2025, lorsque des dizaines de milliers de candidats aux concours de la fonction publique (SSC CGL) sont descendus dans la rue après la diffusion, sur les réseaux sociaux, de captures d'écran prouvant la fuite des épreuves. À cela s'ajoutent les cas récurrents de tricherie de masse dans l'État du Bihar, tris-

tement célèbre pour ses fraudes régulières, qui donnent souvent lieu à des affrontements et à des mesures exceptionnelles, ainsi que les importantes fuites de sujets enregistrées en 2018.

À l'échelle mondiale, plusieurs exemples de manifestations liées à la lutte contre la tricherie peuvent également être relevés, notamment au Bangladesh, entre 2014 et 2018, après la divulgation des sujets du Higher Secondary Certificate (HSC) et d'autres concours nationaux.

En Afrique, ce type de mobilisation est également observé, notamment au Nigeria, au Kenya, en Éthiopie et en Afrique du Sud.

Même la Chine connaît régulièrement des scandales de tricherie au Gaokao, mais les manifestations publiques y demeurent extrêmement rares en raison du contexte politique. Les autorités privilégient une réponse sécuritaire et technologique, allant jusqu'à suspendre temporairement certains services d'intelligence artificielle pendant les examens afin de limiter les risques de fraude.

D'autres pays, comme l'Algérie, appliquent également des mesures particulièrement strictes pour lutter contre toutes les formes de tricherie lors des examens officiels. Les candidats exclus pour fraude au baccalauréat en sont une illustration, tandis que le gouvernement recourt désormais à des mesures radicales, comme la coupure partielle d'Internet durant les épreuves.

Ce type de manifestations, tout comme les mesures destinées à combattre la fraude, ne concerne pas uniquement les pays précédemment cités, mais touche également plusieurs États européens. En Europe, les mobilisations prennent des formes diverses. La contestation ne se limite pas à dénoncer la tricherie, mais porte aussi sur les conséquences des fraudes et sur la manière dont les autorités éducatives gèrent les systèmes d'examen, comme cela a notamment été observé au Portugal et en Belgique.

I.H

CAMPAGNE D'HYGIÈNE À SAÏDA NETTOYAGE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DANS PLUSIEURS QUARTIERS DE LA VILLE

Une vaste campagne de nettoyage de l'environnement et d'amélioration du cadre de vie a été organisée, lundi, dans la ville de Saïda. L'opération a concerné plusieurs quartiers et principaux axes routiers, dans le cadre de la poursuite des efforts visant à préserver la propreté des espaces publics et à améliorer le cadre de vie des citoyens, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Cette opération, menée en application des instructions du wali de Saïda, Amoumen Mermouri, a porté sur le nettoyage de la Route nationale 6 ainsi que des quartiers El Badr, Riadh et Soummam. Elle a consisté à enlever les déchets ménagers et inertes, à éliminer les points de dépôt sauvage, à évacuer les amas de terre, à arracher les mauvaises herbes et à nettoyer les espaces publics, contribuant ainsi à l'amélioration du paysage urbain et à la mise en valeur de l'esthétique de la ville, selon la même source.

Plusieurs organismes et établis-

sements ont pris part à cette campagne, notamment la commune de Saïda, l'Etablissement public de wilaya pour l'amélioration urbaine, l'Etablissement public de wilaya chargé de la gestion des centres d'enfouissement technique des déchets, la Direction des travaux publics, l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), l'Office national de l'assainissement (ONA) ainsi que l'Algérienne des Eaux (ADE). Tous ont mobilisé les moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation des travaux programmés.

Cette campagne s'inscrit dans le cadre d'un programme permanent supervisé par les autorités de la wilaya, visant à renforcer la propreté publique, à intensifier les opérations de nettoyage des quartiers et des espaces publics, ainsi qu'à promouvoir la culture de la préservation de l'environnement et du cadre de vie.

R.S

MÉTRO D'ALGER PROLONGATION DES HORAIRES D'EXPLOITATION JUSQU'À MINUIT DURANT LE WEEK-END

La Société d'exploitation du Métro d'Alger (SEMA) a annoncé, lundi dans un communiqué, une prolongation exceptionnelle des horaires d'exploitation du Métro d'Alger à l'occasion de la saison estivale 2026, les vendredis et samedis.

La société a précisé que les dernières rames partiront à 00h00 (minuit) durant le week-end, dans le cadre des mesures visant à faciliter les déplacements des citoyens et à accompagner la hausse du trafic des voyageurs pendant la saison estivale. Cette mesure exceptionnelle a pour objectif d'adapter le service de transport public aux besoins des usagers durant la période estivale, marquée notamment par une intensification des déplacements et des activités en soirée.



R.S

TOMBER DE RIDEAU SUR LE MONDIAL 2026

EN PLUS DU TITRE MONDIAL, L'ESPAGNE RAFLE DES RÉCOMPENSES INDIVIDUELLES

En plus de son sacre à la Coupe du monde 2026, l'Espagne a remporté les principales récompenses individuelles. Pau Cubarsí a été élu meilleur jeune joueur, Unai Simón meilleur gardien et Rodri Ballon d'or du tournoi. Ces distinctions récompensent les performances de la Roja tout au long de la compétition. L'Espagne confirme ainsi son retour au plus haut niveau, tandis que l'Argentine demeure l'une des nations les plus titrées de l'histoire du Mondial.

Par Hamida Indja

L'Espagne ne s'est pas contentée de remporter la Coupe du monde 2026. Elle a également dominé le palmarès des récompenses individuelles grâce aux excellentes prestations de plusieurs de ses joueurs durant toute la compétition.

À seulement 19 ans, Pau Cubarsí a été élu meilleur jeune joueur du tournoi. Le défenseur du FC Barcelone a impressionné par son calme, sa lecture du jeu et la qualité de ses relances. Il a joué un rôle essentiel dans la solidité de la défense espagnole et confirme qu'il fait partie des jeunes talents les plus prometteurs du football mondial.

Dans les buts, Unai Simón a lui aussi réalisé un excellent Mondial. Le gardien de l'Athletic Bilbao a repoussé plusieurs tentatives décisives, notamment lors de la finale contre l'Argentine. Grâce à ses grandes performances et au fait qu'il n'a encaissé qu'un seul but durant tout le tournoi, il a remporté le trophée du meilleur gardien.

Au milieu de terrain, Rodri a été l'un des joueurs les plus influents de la sélection espagnole. Très présent dans la récupération du ballon comme dans l'organisation du jeu, il a dirigé son équipe avec une grande maîtrise. Son remarquable parcours lui a permis de remporter le Ballon



d'or de la Coupe du monde 2026, qui récompense le meilleur joueur du tournoi.

Ces trois distinctions illustrent la qualité de l'équipe d'Espagne. La sélection a su associer une grande maîtrise technique, beaucoup de rigueur et un excellent esprit collectif, ce qui lui a permis d'achever le tournoi en remportant la Coupe du monde.

Avec ce succès, l'Espagne décroche

la deuxième Coupe du monde de son histoire, après son premier titre remporté en 2010 en Afrique du Sud, où elle avait battu les Pays-Bas 1-0 après prolongation.

De son côté, l'Argentine compte trois titres mondiaux. Elle a remporté la Coupe du monde en 1978 à domicile, en 1986 au Mexique et en 2022 au Qatar. Finaliste en 2026, l'Albiceleste n'a pas réussi à décrocher une quatrième étoile, mais elle confirme

qu'elle demeure l'une des meilleures équipes du monde grâce à sa régularité dans les grandes compétitions.

En conclusion, cette Coupe du monde 2026 a offert un magnifique spectacle à tous les passionnés de football, en mettant en lumière une équipe d'Espagne au sommet de son art et une sélection argentine toujours aussi redoutable.

HI

LE MEILLEUR BUT DU MONDIAL 2026

DOUZE BUTS EN LICE POUR LE TITRE DU "BUT DU TOURNOI"

La Fédération internationale de football (FIFA) a dévoilé hier lundi les douze buts sélectionnés pour le titre du "But du Tournoi" de la Coupe du Monde 2026, remportée dimanche par l'Espagne face à l'Argentine (1-0 après prolongations), et invite les supporters à voter pour leur but préférée jusqu'au 27 juillet.

Parmi les buts retenus figurent ceux de Kylian Mbappé face au Sénégal (3-1), d'Erling Haaland contre le Brésil (2-0), ainsi que du Haïtien Wilson Isidor face au Maroc. La liste comprend également les réalisations de Kerim Alajbegovic (Bosnie-et-Herzégovine),

Julian Alvarez (Argentine), Jude Bellingham (Angleterre), Lionel Messi (Argentine), Sidney Lopes Cabral (Cap-Vert), Elijah Just (Nouvelle-Zélande), Daizen Maeda (Japon), Eldor Shomurodov (Ouzbékistan) et Ferran Torres (Espagne), auteur du but décisif en finale contre l'Argentine (1-0). Le tournoi, disputé pendant cinq semaines, a été marqué par l'inscription de 308 buts, soit une moyenne de près de trois réalisations par match. Le vainqueur du "But du Tournoi" sera annoncé à l'issue de la période de vot.

RS

BOXE/ COUPE D'ALGÉRIE (JUNIORS/GARÇONS)

LA COMPÉTITION AURA LIEU DU 26 AU 30 JUILLET À ORAN

La Fédération algérienne de boxe (FAB) a annoncé lundi avoir reprogrammé l'édition 2026 de la Coupe d'Algérie (Juniors/Garçons) du 26 au 30 juillet courant, au Palais des Sports Hamou Boutlilis (Oran).

La compétition était initialement prévue du 18 au 23 juillet, avant d'être reportée à une date ultérieure, sur instruction du wali d'Oran, ayant suspendu toutes les manifestations sportives et récréatives prévues sur l'ensemble du territoire de la wilaya entre le 18 et le 24 juillet, en signe de deuil et de compassion avec les victimes de l'incendie de l'établissement de l'Enfance assistée de Mohammadia (Alger). Le dernier délai pour confirmer les engagements dans cette compétition a été fixé

au jeudi 23 juillet, à minuit. Pour être admis, et outre les procédures administratives d'usage (licence sportive, dossier médical, poids conforme ...), les boxeurs devront obligatoirement présenter un certificat négatif de consommation de produits prohibés.

Etant bien classées sur le plan national, les Ligues de wilaya de Boumerdes, Tizi Ouzou, Béjaïa et Constantine auront le droit d'engager deux pugilistes par catégorie de poids, alors que les autres Ligues de wilaya n'auront droit qu'à un seul athlète.

D'après les organisateurs, la réunion technique et le tirage au sort des différentes catégories de poids sont prévues dans la soirée du 25 juillet, suivant les règles d'usage.

BASKET 3X3/NATIONS LEAGUE U23

LES SÉLECTIONS ALGÉRIENNES S'ADJUGENT LA DEUXIÈME PLACE LORS DE LA PREMIÈRE JOURNÉE

Les sélections algériennes masculine et féminine des moins de 21 ans ont toutes deux terminé à la deuxième place de la première journée de la Ligue des nations FIBA 3x3 des moins de 23 ans, disputée lundi à Gaborone (Botswana), après leurs défaites respectives en finale face à l'Egypte.

Chez les garçons, la sélection algérienne U21 a validé son billet pour la finale après avoir dominé le Botswana (U23) sur le score de 21 à 14, lors de son deuxième match de la phase de groupes. En finale, les Algériens se sont inclinés devant leurs homologues égyptiens (21-11), concluant ainsi la première journée à la deuxième place.

Du côté des filles, les Algériennes ont réalisé

un parcours sans faute en phase de groupes. Elles ont d'abord battu l'Angola (U23) 21 à 12, avant de s'imposer face au Botswana (U23) 20 à 11, décrochant leur qualification pour la finale.

Opposées à l'Egypte dans le match décisif, les joueuses algériennes se sont inclinées sur le score de 21 à 9, terminant elles aussi à la deuxième place de cette première journée.

Cette étape réunit six nations africaines : l'Algérie, l'Angola, le Botswana, l'Egypte, Madagascar et la Zambie, qui s'affronteront durant sept journées de compétition dans les catégories masculine et féminine. Chaque journée constitue un mini-tournoi permettant aux équipes d'accumuler des points en vue du classement final de la conférence.

Organisée par la FIBA, la Ligue des nations 3x3 constitue l'une des principales compétitions de développement destinées aux jeunes sélections nationales. Elle offre aux joueurs et joueuses l'occasion d'acquérir de l'expérience internationale, de récolter des points au classement mondial FIBA 3x3 et de préparer les futures échéances continentales et mondiales de la discipline.

Pour les sélections algériennes, cette participation s'inscrit dans la stratégie de la FABB visant à renforcer la compétitivité du basket 3x3 national sur la scène africaine et à poursuivre le développement de cette discipline olympique auprès des jeunes catégories.

RS

RAPPROCHER L'INSTITUTION MILITAIRE DU CITOYEN

LANCEMENT DE PORTES OUVERTES

SUR L'ACADÉMIE MILITAIRE DE CHERCHELL

"PRÉSIDENT DÉFUNT HOUARI BOUMEDIENE"

Les portes ouvertes annuelles sur l'Académie militaire de Cherchell "Président défunt Houari Boumediene" ont été lancées, lundi, dans le cadre de la stratégie visant à rapprocher l'institution militaire du citoyen et à renforcer continuellement les liens entre le peuple et son armée.

Cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'à mercredi prochain, a pour objectif de faire connaître l'Académie en tant que plus ancienne institution de formation de l'Armée nationale populaire (ANP), particulièrement auprès des jeunes titulaires du baccalauréat.

A cette occasion, le commandement de cet établissement de formation a élaboré un programme riche et varié permettant au public de découvrir les moyens matériels et pédagogiques dont dispose l'Académie pour former des cadres militaires capables d'assumer, à l'avenir, leurs responsabilités professionnelles avec détermination et dévouement.

La manifestation a débuté par une allocution prononcée par le directeur général de l'enseignement de l'Académie militaire de Cherchell, le colonel Fayçal Belkhiri, au nom du commandant de l'Académie, le gé-



néral-major Salmi Bacha. Il a notamment souligné l'importance de cet événement, qui reflète les efforts déployés par le Haut Commandement de l'ANP pour promouvoir et déve-

lopper l'activité de communication à travers la mise en œuvre d'une politique d'ouverture sur le public.

Il a affirmé que l'Académie militaire de Cherchell constitue "l'une

des principales institutions de formation de l'ANP". Elle a connu, au fil des années, d'importantes étapes de développement et de modernisation dans tous les domaines, jusqu'à devenir aujourd'hui un véritable phare du savoir et des sciences militaires, des compétences en matière de commandement, ainsi qu'un établissement d'excellence pour la formation des élites nationales.

Le colonel Belkhiri a également indiqué que ces journées portes ouvertes visent à "mettre en valeur l'image exemplaire de l'institution militaire et à rapprocher le citoyen de son armée grâce à une stratégie de communication efficace".

Ces portes ouvertes ont enregistré une forte affluence de visiteurs venus découvrir les différents espaces de l'établissement, notamment le musée, qui retrace les principales étapes historiques de la Révolution et de la lutte de libération nationale, la bibliothèque de l'Académie ainsi que les laboratoires scientifiques et pédagogiques.

Les visiteurs se sont aussi rendus à l'annexe de l'Académie, l'Ecole "Chahid Abane Ramdane", afin de découvrir ses différentes infrastructures pédagogiques, notamment le champ de tir et le centre équestre.

RA/APS

TIPASA

SORTIE DE LA 51E PROMOTION DES OFFICIERS DE LA MARINE MARCHANDE ET DES PORTS À L'ENSM DE BOU ISMAÏL

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé lundi à l'Ecole nationale supérieure maritime (ENSM) "Chahid M'hamed Bougara" de Bou Ismail (wilaya de Tipasa), la cérémonie de sortie de la 51e promotion des officiers de la marine marchande et des ports. A cette occasion, le ministre a salué le haut niveau de formation dispensé aux diplômés de cette promotion, composée de 88 officiers, dont 58 titulaires d'un master dans les spécialités des sciences de la navigation et de la mécanique navale, ainsi que 30 officiers de port. Il a souligné que cette prestigieuse institution forme chaque année "des compétences maritimes de haut niveau répondant aux besoins nationaux dans le secteur du transport maritime et des ports, qui constitue l'un des piliers essentiels de l'économie nationale".

Après avoir évoqué l'histoire maritime de l'Algérie dans le bassin méditerranéen, M. Sayoud a mis en avant "l'attention extrême et l'intérêt majeure" accordés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au développement et à la modernisation des établissements d'enseignement supérieur du pays, "convaincu que la souveraineté nationale, dans sa conception moderne, repose avant tout sur l'acquisition des connaissances, la maîtrise des technologies et la formation de ressources humaines capables de conduire la dynamique du développement national global". Le ministre a rappelé que le secteur du transport maritime et des ports "ne constitue pas seulement une activité commerciale, mais représente une artère vitale et un pilier stratégique

fondamental pour la relance de l'économie nationale". Il a également évoqué les réformes "profondes et globales" engagées par l'Etat afin d'améliorer la performance des ports nationaux, de développer la flotte maritime algérienne et de favoriser son intégration dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Il a estimé que les responsabilités confiées aux officiers de la marine marchande et des ports constituent "une lourde obligation exigeant un haut niveau de professionnalisme", afin d'assurer la conduite des navires de la flotte nationale, le bon fonctionnement des moteurs et des systèmes complexes, la précision des opérations de pilotage maritime, la gestion des infrastructures portuaires, la sécurité des cargaisons stratégiques ainsi que la protection de l'environnement marin.

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a, également, exhorté les nouveaux officiers à faire preuve d'intégrité et de rigueur et à poursuivre leur formation continue afin d'être au diapason de l'évolution des technologies de l'intelligence artificielle (IA) et des systèmes modernes de gestion numérique des ports.

Il a, par ailleurs, salué le niveau de formation "d'excellence" assuré par cette école, qui veille à s'adapter en permanence aux grandes évolutions technologiques, aux défis de la numérisation et aux exigences de l'économie bleue.

A noter que la cérémonie de remise des diplômes s'est déroulée en présence des cadres du secteur ainsi que de membres des familles des diplômés.

RA/APS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

PLUS DE 4.200 PLACES PÉDAGOGIQUES POUR LES NOUVEAUX BACHELIERS À L'USTO-MB

L'Université des Sciences et de la Technologie "Mohamed-Boudiaf" d'Oran (USTO-MB) a réservé 4.215 places pédagogiques aux nouveaux bacheliers au titre de l'année universitaire 2026-2027, offrant ainsi des opportunités de formation dans un large éventail de filières, a-t-on appris, lundi, auprès de cet établissement.

Ce volume de places pédagogiques traduit l'engagement de l'université à renforcer sa capacité d'accueil et à répondre à la demande croissante en matière de formation supérieure dans la région, a précisé la même source.

Les filières des Sciences et Technologies (ST) bénéficieront de la plus importante capacité d'accueil, avec 1.200 places, confirmant le rôle stratégique de ce domaine dans le développement industriel et technologique.

Les Sciences de la Matière (SM) disposeront, quant à elles, de 400 places, tandis que les filières Hydraulique et Architecture offriront respectivement 300 et 250 places, illustrant la diversité de l'offre de formation proposée par l'université.

Les filières d'ingénierie et de sciences appliquées, notamment le Génie maritime, les Sciences de la nature et de la vie, l'Informatique, la Métallurgie, l'Urbanisme ainsi que l'Institut des sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS), accueilleront chacune entre 150 et 200 nouveaux étudiants, en réponse aux besoins des différents secteurs d'activité.

L'offre de formation est également complétée par plusieurs autres spécialités techniques et scientifiques, telles que le Génie civil, le Génie mécanique, l'Electrotechnique et l'Aéronautique, permettant aux futurs étudiants de choisir parmi un large éventail de formations adaptées aux enjeux socio-économiques locaux et nationaux.

Concernant les nouvelles offres de formation prévues pour la prochaine rentrée universitaire, cinq spécialités d'ingénieur ont obtenu un avis favorable, tandis qu'une nouvelle spécialité dans le système Licence-Master-Doctorat (LMD) a été validée, a indiqué la même source. Ces nouvelles formations reflètent la volonté de l'université d'adapter en permanence son offre pédagogique aux évolutions des besoins académiques et socio-économiques.

S'agissant du bilan de l'année universitaire 2025-2026, l'USTO-MB a enregistré une dynamique soutenue en matière de formation et d'ouverture à l'international, marquée par un nombre important de diplômés et une diversification des parcours. Plus de 4.800 étudiants ont obtenu leur diplôme, dont 2.900 en licence et 1.900 en master, a précisé la même source.

Pour les prochaines années, l'USTO-MB ambitionne de renforcer davantage son offre de formation et de consolider sa position en tant qu'acteur majeur de l'enseignement supérieur en Algérie et dans la région.

RA/APS

LA GRANDE QUESTION

LE MONDE SE DIRIGE-T-IL AVEUGLEMENT VERS UNE GUERRE MONDIALE NUCLÉAIRE?

(1^{re} PARTIE)

« En libérant l'énergie atomique, notre génération a apporté au monde la force la plus révolutionnaire depuis la découverte du feu par l'homme préhistorique. Cette force fondamentale de l'univers ne peut aller de pair avec une conception dépassée des nationalismes étroits. » Déclaration du Comité d'urgence des scientifiques atomistes, présidé par Albert Einstein, le 22 janvier 1947.

Par Prof Rodrigue Tremblay
In mondialisation.ca,
18 juillet 2026

« Je ne sais pas avec quelles armes la troisième guerre mondiale sera menée, mais la quatrième guerre mondiale sera menée avec des bâtons et des pierres. » Albert Einstein (1879-1955), physicien théoricien d'origine allemande (dans une interview dans « Liberal Judaism », avril-mai 1949).

« Tout en défendant leurs propres intérêts vitaux, les puissances nucléaires doivent éviter les confrontations qui amènent un adversaire à choisir entre une retraite humiliante ou une guerre nucléaire. Adopter ce genre de ligne de conduite à l'ère nucléaire ne serait qu'une preuve de la faillite de notre politique — ou souhaiter un suicide collectif pour le monde entier. » John F. Kennedy (1917-1963), 35^e président des États-Unis, 1961-1963, discours du lundi 10 juin 1963.

Au cours de cette année fatidique de 2024, l'attention mondiale a été détournée, d'abord par la guerre en cours et en expansion entre l'Ukraine et la Russie, une guerre en grande partie provoquée par les États-Unis et l'OTAN, « pour affaiblir la Russie » dit le secrétaire à la Défense, le général Lloyd Austin.

Il s'agit, en réalité, d'une guerre par procuration depuis les débuts, inspirée des néoconservateurs américains il y a longtemps, soit depuis 1991, après l'effondrement de l'Union soviétique. C'est une guerre qui a officiellement débuté en février 2014, dans la foulée du renversement violent, financé par le gouvernement étasunien, du gouvernement pro-russe élu du président Viktor Ianoukovitch.

En deuxième lieu, il y a le conflit en cours entre Israël et les Palestiniens de Gaza, lequel a débuté avec une attaque du Hamas en octobre 2023. Cela a été suivi par le meurtre de plus de 40 000 Palestiniens par le gouvernement israélien de B. Netanyahu. Un tel massacre sur une telle échelle de civils et une telle destruction ont résulté en des milliers d'enfants orphelins. Cela a choqué les historiens du génocide, en plus de faire honte à la conscience mondiale. Malheureusement, il ne semble pas y avoir de fin à ce massacre des temps modernes.

Cette période a également été



marquée par la tenue des grandioses Jeux olympiques d'été de Paris. Cette grande célébration de la paix entre les pays a été suivie de la saga politique de l'élection présidentielle américaine, lorsque le président démocrate sortant Joe Biden avait été contraint de retirer sa candidature en faveur de la vice-présidente Kamala Harris.

Cependant, pendant tout ce temps, il s'est produit un développement quelque peu effrayant, derrière les rideaux. En effet, le New York Times a révélé mardi, le 20 août, que le président Joe Biden a secrètement approuvé, en mars dernier, une nouvelle stratégie nucléaire coordonnée. Il s'agit d'un plan pour des confrontations nucléaires simultanées impliquant les États-Unis avec la Russie, la Chine et la Corée du Nord. Un tel plan n'est guère rassurant, sachant que les États-Unis ont été le premier et le seul pays à avoir largué des bombes atomiques sur des villes, celles d'Hiroshima et de Nagasaki, en août 1945, causant des centaines de milliers de morts.

Qu'une guerre nucléaire mondiale puisse être envisagée et même puisse être vue comme possible, voire probable, à notre époque, est vraiment ahurissant. Comme l'illustre la citation ci-haut du président John F. Kennedy dans son discours de juin 1963, « adopter ce genre de voie à l'ère nucléaire ne serait que la preuve de la faillite de notre politique — ou souhaiter un suicide collectif pour le monde entier ».

Les conséquences désastreuses de pays qui se préparent à des guerres nucléaires

Les programmes de dépenses nucléaires des trois plus grandes puissances nucléaires — la Russie, les États-Unis et la Chine — menacent de devenir une course aux armements nucléaires à trois, alors que l'architecture mondiale de

contrôle des armements s'effondre. En effet, la Russie et la Chine vont accroître leurs capacités nucléaires tandis que les pressions augmentent à Washington, en particulier parmi les partisans du complexe militaro-industriel américain (CMI), pour que les États-Unis agissent de la même manière.

Le manque de confiance réciproque et l'absence d'une volonté de contrôler et de limiter la production d'armes nucléaires pourraient signifier une nouvelle ère de course aux armes nucléaires, y compris le déploiement d'armes nucléaires offensives de portée intercontinentale.

Il y aurait peu d'obstacles à ce que les principales puissances nucléaires se lancent dans le développement de nouvelles armes nucléaires, alors que les tensions géopolitiques continuent de s'accroître. Cela ne pourrait que mettre en péril la sécurité de tous les pays.

L'Horloge de l'Apocalypse de l'humanité se rapproche de plus en plus de minuit

Selon le 'Bulletin of the Atomic Scientists', la métaphore ou le symbole de l'Horloge de l'Apocalypse, créée en 1947, a été réglée à 90 secondes avant minuit en janvier 2023, et a été maintenue à ce niveau élevé en janvier 2024.

En effet, l'humanité continue d'être confrontée à un haut niveau de danger dans trois domaines principaux, à savoir le risque accrue d'une guerre nucléaire ; s'ajoutent les problèmes associés aux changements climatiques et ceux pouvant découler des applications de l'Intelligence Artificielle.

En juillet 1991, à la fin de la Guerre froide, les États-Unis (Pres. George H. W. Bush) et l'Union soviétique/Russie (Prés. Mikhaïl S. Gorbatchev) signèrent le Traité bilatéral de réduction des armes stratégiques (START I), conçu pour obliger les

deux parties à réduire leurs arsenaux d'armes nucléaires offensives stratégiques. À cette époque, l'Horloge de l'Apocalypse des Scientifiques Atomiques fut alors fixée à 17 minutes avant minuit.

(N. B. : START I fut un succès. Il eut pour effet de supprimer environ 80 % de toutes les armes nucléaires stratégiques alors en existence, lorsque sa mise en œuvre finale arriva à terme, à la fin de 2001.)

Cependant, aujourd'hui, alors que le monde est à nouveau plongé dans une Guerre froide II, avec la montée des tensions géopolitiques entre les États-Unis, l'Union européenne et l'OTAN, d'un côté, et la Russie, la Chine, la Corée du Nord et l'Iran, de l'autre, les risques d'un cataclysme nucléaire mondial majeur se sont accrus.

La plupart des autres tentatives pour réduire les armes nucléaires offensives ont échoué

En effet, suite au succès du traité START I, les États-Unis et la Russie conclurent deux autres traités bilatéraux afin de réduire encore davantage les stocks d'armements nucléaires. Ces deux traités ont cependant échoué.

Tout d'abord, bien que le président américain George H. W. Bush et le président russe Boris Eltsine eurent signé, en janvier 1993, un nouveau traité de réduction des armes stratégiques appelé START II pour hausser les objectifs du traité START I, ce nouveau traité n'est jamais entré en vigueur.

Cela s'explique par la décision du gouvernement étasunien du président George W. Bush, en juin 2002, de se retirer du traité Antimissiles Balistiques (ABM), lequel existait entre les États-Unis et l'URSS depuis 1972, et lequel faisait partie des conditions pour que START II soit mis en marche.

R.T (À SUIVRE...)

F
E
N
R
E
N
T
N
I



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

IL Y A 20 ANS DISPARAISSAIT EL HACHEMI GUEROUABI

Au-delà de son interprétation magistrale du qcid, il avait participé, avec d'autres interprètes de sa génération à l'introduction de chansonnettes et à la vulgarisation de la chanson chaâbi auprès du jeune public des années 1970, El Hachemi Guerouabi, qui a conquis plusieurs générations de mélomanes s'est éteint le 17 juillet 2006. Grâce à sa voix, son élégance et aux textes du génie de la musique algérienne Mahboub Bati (1919-2000), El Hachemi Guerouabi compte parmi ceux qui ont permis à ce genre de passer des fêtes familiales, où il s'était confiné, aux grandes scènes musicales d'ici et d'ailleurs où il finira par s'imposer. Natif d'Alger, El Hachemi Guerouabi rejoint l'Opéra d'Alger à l'âge de 15 ans, après quelques années passées dans les rangs du club de football de son quartier, et se fait remarquer tant par son charisme au théâtre que par sa voix particulière dans le chant. Au lendemain du recouvrement de l'indépendance, et après une apparition dans la chorale de Hadj Mhammed El Anka en 1963, il parviendra à réconcilier le public de l'époque, plu-



tôt porté sur la musique orientale ou occidentale, avec le chaâbi, grâce à l'apport du musicien et poète Mahboub Bati qui le propulsera au-

devant de la scène avec des chansonnettes comme « El Bareh », « El Werqaa », « El Madi » ou encore « Allô allô ». En plus d'avoir osé le

look très branché des années 1970 et d'avoir imposé son style et la mandole guitare, El Hachemi Guerouabi, qui affiche également un penchant pour le cinéma et le théâtre, va briller par des interprétations mémorables de qcid comme « El Harraz », « Youm El Khemis » ou encore « Qorsan Yghennem », pour redevenir le digne héritier de références comme Hadj M'rizek et Mohamed Zerbout. S'il n'a jamais enseigné son art de manière conventionnelle, il a cependant donné naissance à un mouvement emprunté, entre autres, par Abderrezzak Guennif, Sid Ali Lekkam, Athmane Rouibi, Sid Ali Dris ou encore cheikh Dridi, aux côtés d'un grand nombre de chanteurs qui s'en imprègnent grâce à Internet et ses nombreux enregistrements. A sa dernière scène à Alger en 2005, El Hachemi Guerouabi disait refuser « l'oubli et le confinement » du chaabi, soucieux qu'il était de la transmission et de la recherche de la relève pour le perpétuer.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 18 juillet 2026

ATH ABBAS, LE ROYAUME DU SAVOIR

Située à 1364 m d'altitude sur la chaîne montagneuse des Bibans, dans le plateau de l'actuelle localité Ighil Ali, à une centaine de kilomètres de Béjaïa, au Nord de Bordj Bou Arreridj, la Citadelle des Ath Abbès est la capitale d'un royaume dont l'influence s'étend de la vallée de la Soummam au Sahara, dès le début du 16e siècle. Motivée par la résistance à la colonisation espagnole, dès 1510, à Béjaïa, la fondation d'El Kalaâ relève d'abord d'un refuge avant de devenir, ensuite, une forteresse et un pôle urbain. Elle est avant tout une ancienne place fortifiée de l'époque hammadite ((1065-1152), assurant le contrôle des « Portes de fer », lieu de passage stratégique dans la région. Elle constitue aussi une étape de la route commerciale, la dite triq sultan, allant des Hauts Plateaux à Béjaïa. Le pionnier Sidi Abderahmane (émir d'appartenance hafside, décédé en 1500) la pourvoit d'un statut, en fédérant les villages autour de lui. Il sera relayé par son fils Ahmed (mort en 1510) qui mènera une action de structuration. Il sera alors le premier sultan de ce royaume indépendant. La rivalité avec Tunis, capitale des Hafsides (1230-1510), est déjà installée. Et c'est sous le règne de son fils Abdelaziz Amokrane qu'elle entre dans l'histoire. La Kalaâ (citadelle) des Ath Abbès et des Ath Mokrane sera dotée de fabriques d'armes avec l'aide d'exilés musulmans, catholiques et juifs qui ont fui l'inquisition espagnole. L'essor de la ville est assuré, elle compte alors une population de 70 000 à 80 000 habitants.

CENTRE D'ENSEIGNEMENT

Elle se développe autour d'un palais, d'un quartier andalou, d'un quartier juif avec synagogue et d'une mosquée. Le plus important n'est pas tant dans son rôle militaire et politique, ses rapports conflictuels avec la Régence d'Alger, son antagonisme avec le roi Koukou en Kabylie, son caractère guerrier et sa résistance à l'occupation coloniale française. Il l'est aussi dans le savoir faire industriel des Ath Abbas en matière de vêtements (étoffes de laine, burnous blanc rayé...), d'orfèvrerie (bijoux d'or d'argent) et d'armurerie (fusil, batterie, canon...) notamment. Egalement



la transformation des métaux, dont le fer, qui servent à l'activité agricole ; l'exploitation du bois pour faire des meubles et des objets de menuiserie ; la fabrication du savon et d'autres activités comme la sellerie, la vannerie et la poterie. Cette société se distingue aussi par sa culture. La Kalaâ est progressivement devenue un carrefour du mouvement intellectuel dans les Bibans, un centre d'enseignement, grâce notamment à l'apport d'institutions scientifiques de la région, celles de la vallée de la Soummam et d'un réseau de zaouïas. Cheikh Mohamed El Hadj El Mokrani s'est lui-même appuyé sur la confrérie Rahmaniya (fondée en 1774) pour entreprendre son insurrection armée contre la colonisation. Son échec, en mai 1871, sonnera aussi la chute du royaume des Ath Abbas.

MOHAMED REDOUANE

Sources : Gehimab (Groupe d'études sur l'histoire des Mathématiques à Bougie médiévale). La Kalaâ des Beni Abbès en Algérie, un royaume au cœur de la Kabylie (Béjaïa) de Boumoula Nabil, enseignant chercheur.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 19 juillet 2026

POPEYE A BEL ET BIEN EXISTÉ



Peu de gens savent que le personnage de Popeye (Bras de Fer) a vraiment existé. Son vrai nom était Frank "Rocky" Fiegel. Né en Pologne en 1868, il émigre avec sa famille en Amérique où il rejoint la Marine en 1887. Lorsqu'il était avec des enfants, il tenait la pipe dans le coin de sa bouche et leur racontait des farces de sa jeunesse tout en se vantant souvent de sa force physique et en affirmant que les épinards étaient la nourriture qui le rendait invincible. Elsie Crisler Segar, le créateur du personnage de Popeye, était l'un de ces enfants qui a eu le "privilège" d'entendre les histoires de l'ancien marin...

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 17 juillet 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
03:58	12:55	16:44	20:08	21:44

64^E ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE LA POLICE ALGÉRIENNE

JOURNÉE PORTES OUVERTES AU PROFIT DU PUBLIC À SAÏDA

Les services de la Sûreté de wilaya de Saïda ont organisé, lundi en fin d'après-midi, une journée portes ouvertes au profit du public, dans le cadre de la célébration du 64^e anniversaire de la création de la Police algérienne.

Les activités de cette manifestation, organisées sur la place Emir Abdelkader au chef-lieu de la wilaya, se sont déroulées en présence du wali de Saïda, Amoumène Mermouri, ainsi que des autorités locales civiles, militaires et judiciaires, de représentants de la société civile et d'un nombreux public, qui a pu découvrir les différents stands et expositions aménagés à cette occasion.

L'exposition présentait des équipements et matériels modernes utilisés par les différents services de la Sûreté nationale, notamment des appareils de contrôle de vitesse (radars), des éthylotests permettant de mesurer le taux d'alcool dans l'air expiré, un système de lecture automatique des plaques d'immatriculation, un terminal de paiement électronique pour le règlement des amendes forfaitaires, ainsi que des équipements de la brigade de déminage et de la police scientifique et technique, dont un laboratoire mobile.

Au cours de cette journée, le public a également été informé des différents services numériques mis à la disposition des citoyens par la Direction générale de la Sûreté nationale, parmi lesquels le service de



déclaration à distance de perte de documents et l'application "Allô Chorta", destinée à faciliter la communication avec les services de police et le signalement de diverses préoccupations.

L'exposition comprenait également des espaces de sensibilisation mettant en avant les efforts déployés dans la lutte contre la délinquance routière et la réduction des accidents de la circulation, ainsi qu'une

présentation du bilan des activités des services de police dans la lutte contre les stupéfiants et les substances psychotropes. Des explications ont été fournies sur les moyens et équipements utilisés par les unités spécialisées dans ce domaine.

A cette occasion, des dépliants de sensibilisation ont été distribués sur la sécurité routière, ainsi que sur les dangers liés aux stupéfiants et aux substances psychotropes. D'autres brochures présentaient les conditions de recrutement au sein de la Sûreté nationale ainsi que les numéros verts mis à la disposition des citoyens, notamment le 1548 et le numéro d'urgence 17, qui assurent un service d'accueil et d'intervention 24 heures sur 24, tous les jours de la semaine.

Ces portes ouvertes s'inscrivent dans le programme de célébration du 64^e anniversaire de la création de la Police algérienne, visant à renforcer les liens de proximité avec les citoyens, à faire connaître les efforts déployés pour moderniser les services de la Sûreté nationale et à mettre en valeur son rôle dans la protection des personnes et des biens, selon les organisateurs.

RA

DATTES

LES M'NAGUER, ANNONÇANT LA SAISON DE LA CUEILLETTE SONT SUR LES ÉTALS À EL-MENIAA

Les primeurs de dattes, connues sous l'appellation de M'naguer, et qui viennent de faire leur apparition sur les marchés de la wilaya d'El-Meniaa, sont annonciatrices de la saison de cueillette mais aussi d'une récolte abondante.

Les dattes M'naguer, fruit précoce, à moitié mûre et de couleur dorée mouchetée de marron et d'une saveur légèrement mielleuse, est proposée en divers variétés, Beidat El-H'mam (œuf de pigeon) Tanetboucht, Ouarglia, Cheikh, Besser, Tafazouine et Ghers, en sus de primeurs d'autres variétés d'appellations diverses, attribuées à l'origine de chaque région phœnicicole dans le Sud du pays.

D'infimes quantités de ce fruit précoce, dont la variété dite Ouarglia, sont proposées aussi bien par les marchands que les agriculteurs eux-mêmes, au grand

bonheur des consommateurs, en leur permettant d'apprécier le fruit d'un labeur soigneusement mené en début de saison agricole.

Dans ce cadre, Ahmed Allane, vendeur de dattes et dérivés, installé au marché quotidien de la ville d'El-Meniaa, explique que la variété Ouarglia est la première à faire son apparition.

Selon ce vendeur, sa cueillette quotidienne, ainsi que celle d'autres variétés aussi très prisées, devrait connaître progressivement une tendance baissière avec l'arrivée sur le marché d'autres variétés de dattes précoces.

Ce produit revêt, outre le fait qu'il constitue une ressource vivrière et une source de revenus, une dimension socioculturelle chez la population locale, sachant que de nombreuses familles propriétaires de palme-

raies permettent aux voisins et amis de déguster le M'naguer, dans un geste ancestral connu sous le "Te-dhika" (faire goûter) ou Fel (bon augure), marquant une tradition de solidarité et de cohésion sociale.

Selon de nombreux avis, il est conseillé de privilégier la consommation des primeurs de dattes avec du lait naturel frais (d'origine caprine, cameline ou bovine), en tant que repas complet et revigorant, en cette période estivale, du fait de leur valeur nutritive.

Le M'naguer est très prisé par les consommateurs et occupe dès lors une place de choix, dans le processus de croissance et de maturation du fruit du palmier, dans ses différentes variétés.

RE

MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ

ORGANISATION DE CAMPS D'ÉTÉ AU PROFIT DES ENFANTS PRIS EN CHARGE PAR LE SECTEUR

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme organise, en coordination avec le ministère de la Jeunesse, des camps d'été nationaux au profit des enfants pris en charge par le secteur, afin de consacrer leur droit à bénéficier d'espaces de loisirs, indique lundi un communiqué du ministère.

"Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, visant à améliorer les programmes de prise en charge destinés aux enfants relevant du secteur et à renforcer leur droit à bénéficier d'espaces de loisirs durant les vacances d'été, le ministère organise, en coordination avec le ministère de la Jeunesse, des camps d'été nationaux pour les enfants au titre de l'année 2026". Ces camps sont destinés aux enfants présentant un trouble du spectre de l'autisme, aux enfants

à besoins spécifiques, ainsi qu'aux enfants accueillis dans les établissements de l'enfance assistée, l'opération étant organisée selon un calendrier réparti sur plusieurs étapes.

La wilaya de Jijel accueillera les activités des camps du 25 au 31 juillet en cours, tandis que les wilayas de Boumerdes et de Tipasa les abriteront du 2 au 7 août, et prendront fin dans la wilaya d'Oran, du 10 au 17 août.

S'agissant des enfants assistés, l'opération d'accueil dans les camps d'été a débuté aujourd'hui et se poursuivra progressivement jusqu'à l'achèvement de l'ensemble des sessions programmées durant la saison estivale, selon le communiqué.

Le secteur assure un encadrement spécialisé des camps, à travers "la mobilisation d'équipes pluridisciplinaires composées de médecins, de psychologues cliniciens, d'éducateurs spécialisés, ainsi que de ca-

dres pédagogiques et de santé, afin de garantir un accompagnement psychologique, éducatif et sanitaire des enfants et le bon déroulement des différentes activités dans les meilleures conditions".

Les enfants bénéficieront, au niveau de ces camps, d'un programme riche et varié, élaboré en coordination avec le ministère de la Jeunesse selon une approche intégrée tenant compte de leurs spécificités et de leurs besoins, et combinant les volets récréatifs, éducatifs et de développement des capacités, à travers une série d'activités sportives, de jeux aquatiques, de natation, d'équitation, d'ateliers de travaux manuels, d'activités culturelles et interactives, outre des programmes destinés au développement des compétences comportementales", conclut le communiqué

RA